



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-03-1/2024-03-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 1<sup>er</sup> mars.

**La ville de Bukavu privée d'eau depuis une semaine.** Les habitants recourent à l'eau du Lac Kivu, avec plusieurs conséquences. Voitures et camionnettes sont affectées à la recherche de l'eau dans les bidons jaunes. Elèves et étudiants, fonctionnaires, ménagères et les hôpitaux... vivent le calvaire. La Regideso, dans un communiqué, indique avoir connu une panne sur sa tuyauterie principale qui alimente la ville. Le réseau est menacé par les constructions anarchiques au-dessus de la conduite. Avec cette carence d'eau à Bukavu dans l'espace d'une semaine, plusieurs cas de noyade sont enregistrés au lac Kivu pour les femmes et enfants qui vont chercher l'eau.

**Lubumbashi : la société civile alerte sur des cas de cambriolage doublé de viol collectif.** « Beaucoup des cas de cambriolages sont couplés de viols collectifs. Ce mois nous avons enregistré 9 cas. Nous dénonçons cela parce que nous ne pouvons pas accepter que, ces choses reviennent dans notre société, elles ont des impacts négatifs sur la vie de nos familles et sur celle des victimes », a déclaré le responsable du groupe thématique gouvernance sécuritaire et paix au Cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga. Il déplore l'attitude mercantile des acteurs judiciaires qui décourage les victimes à déclarer les préjudices qu'elles ont subis : « Chaque fois que nous demandons aux victimes ou à leur famille de porter plainte contre inconnu, parce que souvent ces gens s'échappent, ils nous disent : quand les gens viennent dans la maison ils prennent tout ce que nous avons, comme l'argent et après lorsque nous allons auprès des instances judiciaires on commence encore à nous demander de l'argent ».

**Nord-Kivu : la Cour d'appel réhabilite le député Elvis Mutiri wa Bashara à l'assemblée provinciale.** Le député provincial, élu de Goma, a été réhabilité le 29 février, par la Cour d'appel du Nord-Kivu pour siéger à l'assemblée provinciale pour la 3<sup>ème</sup> fois consécutive. Il remplace à ce siège Daniel Nzungundi Kambale du parti politique AVRP qui jusqu'ici était président du bureau d'âge de cette assemblée. C'est l'un des premiers arrêts prononcés par cette juridiction dans le cadre des contentieux électoraux. Une soixantaine des dossiers sont sur la table des juges.

**Désengagement de la Monusco du Sud-Kivu : la mission d'information des acteurs sociaux se poursuit à Mikenge.** La tripartite Monusco, système des Nations unies et gouvernement congolais a conféré, le 29 février, avec les acteurs locaux et les déplacés internes du village Mikenge, dans les hauts plateaux du territoire de Mwenga. Vingt-deux personnes ont pris part à cette réunion parmi lesquelles les acteurs locaux, les représentants de l'armée, de la police, de services de sécurité, de la jeunesse, des femmes, des communautés locales toutes tendances confondues. Le premier point a porté sur l'éventuel retour des personnes déplacées internes dans leurs villages avant le retrait de la Monusco de la région. Le président du comité des déplacés internes, a souligné que ce retour

dans les villages d'origine s'avère impossible pour l'instant étant donné la présence des groupes armés dans ces villages. Le deuxième point concernait l'aspect humanitaire. La région étant enclavée, la recommandation a été formulée à l'endroit du PNUD de prendre compte du secteur d'Itombwe dans le Programme de 145 territoires pour faciliter la réhabilitation de la route entre Mikenge et Baraka qui se trouve dans un état piteux. Enfin, le troisième point a porté sur le plan de transition. Les participants ont été informés sur les agences, les fonds et programmes de l'ONU qui effectueront le travail que fait la Monusco dans cette région des hauts plateaux après le désengagement de celle-ci.

**Le commandant urbain de la PNC aux jeunes de Bunia : « Ne vous laissez pas manipuler par les ennemis de la paix ».** Cet appel fait suite aux tensions qui règnent dans la ville après la mort de 15 civils, tués la semaine dernière par un groupe de miliciens de la Codeco, réfractaires au processus de paix. Il interpelle les jeunes à avoir le même langage qui est celui de paix. « Le langage de la paix, de la sécurité. Nous devons cultiver la paix, l'amour entre les communautés, entre les peuples pour qu'ensemble, nous puissions reconstruire notre pays, et surtout notre province de l'Ituri qui a beaucoup d'atouts pour se développer », a lancé le patron de la police à Bunia. **Paralysie des activités à la suite des obsèques des victimes de la milice Codeco.** Après la levée des corps ce matin à Bunia, les dépouilles ont été transférées à Katsu où elles seront inhumées. Un fort dispositif sécuritaire a été observé à certains endroits de la ville. Une foule immense sous escorte de la police et de l'armée a accompagné les corps des victimes dans une ambiance de tristesse et de forte émotion.

**Goma : appel à la mobilisation en faveur des familles déplacées.** Cet appel a été lancé après une visite au camp des déplacés de Lushagala, au quartier Mugunga à Goma. Selon l'organisation « Un jour nouveau », les conditions de vie de ces familles sont inhumaines et devraient interpeller toute la communauté. Ces personnes manquent d'eau potable, d'abris, de nourriture et tous les besoins vitaux. Au cours de cette visite, l'organisation « Jour nouveau » a pu assister au moins 2000 familles en vivres et produits non alimentaires collectés grâce aux contributions des familles, de son personnel et d'autres personnes de bonne volonté.

**Beni : le 8 mars sera placé sous le signe du deuil (Conseil urbain),** à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Cette décision est un acte de compassion avec les populations affectées par l'insécurité dans cette région. Toutes fois, des activités non festives sont prévues, affirme la cheffe du bureau genre de la ville de Beni : « Nous avons prévu deux grandes activités. A savoir, la conférence à la date du 5 mars, mais aussi le culte œcuménique qui sera tenu à la date du 8 mars. Pendant ces deux jours, nous avons convenu de nous présenter en tenues noires.

Nous implorons les mamans de respecter ce comportement, parce qu'au mois de mars, toute la communauté internationale compatit avec nous qui sommes la population de l'Est ».

**Artemise Pembele : le projet 'Pour Elles' prend en compte la femme entrepreneure dans toute sa globalité.** C'est un projet financé par l'Agence Française de Développement et exécutée par Expertise France. 1200 femmes entrepreneures seront encadrées pour la croissance de leurs entreprises voire activités dans les villes de Bukavu, Kikwit et Kinshasa. Coût global du projet ; 12 millions d'euros. Le projet sera articulé en 3 composantes dont l'une sera prise en charge par l'Agence Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat au Congo, (ANADEC).

**Beni : 22 agents de la CNC-ALPC formés sur le traçage des armes et munitions illicites par la Monusco.** Une formation de trois jours avec comme objectif : " mieux lutter contre l'insécurité dans la région de Beni ", qui est une cible récurrente des attaques des groupes armés. Durant les séances, les participants ont appris à identifier et à marquer différents types d'armes et munitions. Après les agents de la CNC-ALPC de Beni, la même formation sera organisée en faveur des agents de la Commission Nationale de Contrôle des Armes Légères et Petits Calibres de Butembo.

**Tshopo : les ex-agents du complexe Sucrier de Lotokila réclament les décomptes finals et 132 mois d'arriérés de salaires.** Ils se sont mobilisés une fois de plus, jeudi 29 février à Kisangani, pour réclamer règlement définitif de leurs décomptes finals, après la liquidation de cette entreprise. Malgré la demande formulée par la présidente du comité à Equity BCDC de retourner le solde des fonds destinés aux agents, en vue d'achever complètement cette paie, rien n'est fait. Alors que les gens sont en train d'attendre, les autres sont en train de mourir. Il y a un groupe de gens qui ne sont pas encore servis. Ces derniers exigent également le paiement des arriérés de salaires certifiés et validés par la Direction générale de la dette publique de 132 mois.

**Affaire suicide de Cherubin Okende : Hervé Diakese dénonce « un déni de justice inadmissible ».** Pour l'avocat Hervé Diakese, porte-parole d'Ensemble pour la République, même si on entre dans la logique du procureur général, ce dernier « ne dit pas la cause du suicide, est-ce par asphyxie, strangulation, par balle ? Or seul le rapport du médecin légiste, donc le rapport de l'autopsie aurait permis de connaître les causes exactes et l'heure

de la mort ainsi que les circonstances probables de la mort. Et la justice congolaise ne veut pas le mettre à la disposition de la famille ». **L'ASADHO s'inscrit en faux contre l'interdiction de critiquer l'enquête du parquet concluant au suicide.** Le président national de l'Asadho qualifie de ridicule les conclusions de l'enquête du parquet général de la République près de la Cour de cassation. « La conclusion que les autorités en charge du dossier Okende ont rendu publique est la plus ridicule qui soit. Le fait que les autorités judiciaires aient menacé toute personne qui critiquerait cette décision, d'arrestation, démontre suffisamment qu'elles-mêmes sont convaincues que personne ne va croire dans ce qu'elles ont dit. Elles ont oublié que la justice appartient au peuple congolais.

**Beni : vive tension à Mavivi -Ngite après la mort d'au moins 3 civils dans une attaque des ADF.** L'attaque de la localité de Mavivi-Ngite par des assaillants assimilés aux rebelles des ADF est intervenue jeudi soir. Ce vendredi matin, les habitants sont descendus dans la rue pour protester contre cette nouvelle attaque des rebelles des ADF. Ils ont érigé des barricades sur la RN4, empêchant ainsi la circulation entre la ville de Beni et la commune rurale d'Oicha. La police et l'armée sont intervenues pour lever les barricades et rétablir l'ordre.

**Kisangani : les agents de la DGRPT barricadent le bâtiment administratif pour réclamer 27 mois d'arrières de salaire.** Les agents et cadres de la Direction générale des recettes de la Tshopo sont mécontents d'être payés au taux de 550 FC le dollar alors qu'ils mobilisent les fonds au taux de 2 733 FC. En plus, cette modique somme subit une réduction de 3% de l'IPR exigé par l'Inspection générale des finances. Ils demandent d'être payés suivant le taux auquel ils mobilisent les recettes.

**Goma : des jeunes d'un parti politique manifestent contre l'invalidation d'un député provincial.** Les manifestants ont érigé des barricades sur certaines artères pour exprimer leur rejet de l'arrêt rendu par la justice.

**Nord-Kivu : calme observé sur les lignes de front à Rutshuru, Nyiragongo et Rutshuru.** Les rebelles du M23 renforcent leurs positions à Rutshuru et à Kibumba dans le territoire de Nyiragongo. Ils parlent aussi de l'arrivée, en début de semaine, de nouvelles troupes et du matériel de guerre dans ces entités sous contrôle de la rébellion.

**Sud-Kivu : environ 100 000 déplacés en situation humanitaire critique à Minova (OCHA).** Vingt-trois établissements scolaires sur les soixante, que compte la cité de Minova, sont transformés en sites d'accueil pour ces ménages qui ont fui les atrocités entre les FARDC et le mouvement rebelle M23. Les écoles fonctionnelles sont surpeuplées, avec environ 150 élèves par salle de classe. Le rapport d'Ocha fait aussi état de la dégradation des conditions d'accès aux soins de santé dans les centres de santé de Minova et de Bobandana.

**Nord-Kivu : un colonel des Fardc condamné à la peine capitale.** Le colonel Dogmatisa Paluku commandant second en charge des opérations du 3410<sup>e</sup> régiment basé à Masisi-Centre a été reconnu coupable de crime de guerre par exécution extrajudiciaire. La cour militaire reproche à cet officier militaire d'avoir ligoté et enterré vivants dans une fosse commune, deux combattants de la milice APCLS Baraka et Ushindi en 2021. Ces derniers s'étaient rendus aux FARDC dans la localité de Kahangole.

**Kwilu : le prix de la viande de bœuf augmente de près de 50% à Bandundu.** Le kilo vendu à 12 000 FC en décembre se négocie désormais à 18 000 FC. Des sources locales expliquent cette flambée par la rareté des vivres frais. Pour les bouchers, c'est plutôt une épidémie qui a décimé des bovins dans les fermes qui a causé cette rareté.

**Elections des sénateurs et gouverneurs : le délai de dépôt des candidatures prolongé jusqu'au 8 mars.** La clôture était initialement prévue pour le 1<sup>er</sup> mars. La Commission électorale nationale indépendante justifie ce report par la recherche d'une inclusivité plus large et par des contraintes d'ordre financier.

**Samedi 2 mars.**

**Goma : la société civile demande aux autorités de déclarer le Nord-Kivu province sinistrée.** Des organisations de la société civile ont estimé que l'Etat doit "procéder à l'allègement fiscal, décréter le Nord-Kivu province sinistrée, en raison du drame humanitaire et sécuritaire que traversent les populations meurtries de l'Est". Une autre requête consiste à reconquérir les territoires sous occupations des rebelles du M23.

**Kisangani : l'Unicef remet des ouvrages d'accès à l'eau potable et d'hygiène pour les déplacés.** L'Unicef a apporté, vendredi 1<sup>er</sup> mars, une réponse d'urgence en eau, hygiène et assainissement en faveur des déplacés du conflit Mbole-Lengola (Tshopo) installés aux alentours de la paroisse Sainte Marthe de Lubunga à Kisangani. Plus de 1180 ménages déplacés vivant dans ce site sont bénéficiaires de ces ouvrages mais aussi les élèves du complexe scolaire Lualaba et la communauté locale, a révélé le Chef de division des affaires humanitaires.

**Kinshasa : campagne de dénombrement des ménages en vue des activités de vaccination.** Le ministère de la Santé, Hygiène et Prévention a démarré depuis le 29 février jusqu'au 3 mars une campagne de dénombrement de la population kinoise, en prélude des activités de vaccination contre la poliomyélite. Cette campagne de dénombrement sera menée par des relais communautaires selon la stratégie porte à porte.

**Affaire Stanis Bujakera : le RAJEC dénonce « la mauvaise foi pure et simple de la justice congolaise »** qui maintient volontairement le journaliste Stanis Bujakera, en prison sans aucune preuve d'accusation fondée. Le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe a rejeté le 27 février une nouvelle demande de mise en liberté provisoire du journaliste Stanis Bujakera, incarcéré depuis le 8 septembre. Il est poursuivi pour des infractions présumées de propagation de faux bruits et falsification du sceau de l'Agence nationale des renseignements (ANR) dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Chérubin Okende, ancien ministre des Transports.

**Kindu : lancement du projet d'anticipation et réponse aux inondations fluviales.** Durant trois mois soit du 17 février au 19 mai, ce projet va s'exécuter dans sept quartiers à haut risque. Il sera mis en œuvre par Caritas développement/Kindu en partenariat avec CAFOD avec une enveloppe de plus d'un million de dollars américains. L'objectif visé par ce projet c'est de mobiliser la communauté à avoir des capacités à faire face à cette catastrophe naturelle, mais aussi réduire l'impact de ces catastrophes sur la vie des populations affectées ».

**Nord-Kivu : des bombes de mortier lancées par le M23 tuent 3 civils à Mubambiro.** C'est autour de 15 h, vendredi, que 5 bombes de mortier, tirés par les rebelles du M23, depuis la colline Kihuli, sont tombées sur le village de Mubambiro, à l'entrée Est de Sake. Le même vendredi plusieurs tirs ont été entendus dans les villages autour de Sake ; et même dans la chefferie de Bwito, où un drone des Fardc a essuyé des tirs des rebelles.

**Kisangani : 13 morts et plusieurs disparus après le naufrage d'une pirogue sur le fleuve Congo,** au niveau de la commune riveraine de Lubunga à Kisangani (Tshopo). Un témoin rapporte que les vagues des chutes Wagenya seraient la cause principale de ce chavirage. Cette pirogue transportait à son bord plus de 30 personnes et des marchandises. Sept personnes ont eu la vie sauve alors que plusieurs autres sont portées disparues.

**Tanganyika : des postes de péage incendiés par des motocyclistes en colère à cause des tracasseries.** Des motocyclistes en colère au territoire de Nyunzu, (Tanganyika) ont chassé, le 1<sup>er</sup> mars, tous les agents des services qui œuvrent au niveau des postes de péage sur différents axes routiers et ont incendié les huttes qui abritent ces services. Le président des motocyclistes de Nyunzu a indiqué que malgré la taxe qu'ils paient aux postes de péage, les routes sont dans un état de délabrement très avancé et ne sont jamais réhabilités. En outre, il annonce qu'au niveau de ces postes de contrôle il y a une multitude des services qui tracassent des transporteurs motocyclistes.

**Ituri : des avenues et centres de négoce de Mahagi éclairés par des lampadaires solaires.** Les centres de négoce de Nyoka, Amée, Mahagi-centre ont bénéficié de deux km ces lampadaires installés sur les artères principales à l'exception de Ngote qui a bénéficié d'un km. Ces entités ont plusieurs fois subi des incursions nocturnes des hommes armés en provenance du territoire voisin de Djugu. Au total, ce sont 219 lampadaires qui vont ainsi réduire le risque d'insécurité dans ces contrées. Pour la réalisation de ce projet, une centaine de femmes et jeunes à risque ont été utilisés comme main-d'œuvre. Gisèle Faïda, âgée de 18 ans, a travaillé dans ce projet. Avec l'argent qu'elle a gagné, elle a réussi à reprendre le chemin de l'école.

**Lac Edouard : 13 moteurs hors bords des Congolais saisis par la Marine ougandaise,** du 23 au 25 février. La Fédération des comités des pêcheurs individuels du lac Edouard, reconnaît que ces arrestations ou saisies répétitives des pêcheurs congolais et leurs matériels par la marine ougandaise est une conséquence de la destruction des ressources halieutiques du Lac Edouard dans la partie congolaise, à la suite d'une surpêche et de la pêche illicite. Elle plaide, cependant, auprès du Gouverneur en faveur son intervention pour la libération de ces matériels de pêche.

**RDC : la BCC s'engage à promouvoir l'innovation et l'inclusion financière.** La Banque Centrale du Congo s'est fixée l'objectif de promouvoir l'innovation et l'inclusion financière en RDC. Pour ce faire, la BCC a autorisé Multipay Congo, d'œuvrer en tant que prestataire des services connexes pour l'aider à stimuler la croissance du secteur financier en RDC. Multipay Congo est connue pour avoir lancé le premier service de paiement interbancaire local en RDC en 2015, appelé "Multipay", en collaboration avec quatre grandes banques : Banque Commerciale du Congo (BCDC), Equity Bank Congo, FirstBank DRC et Rawbank. Le service Multipay permet aux titulaires de cartes de ces banques membres d'effectuer des transactions aux guichets automatiques de billets, sur les terminaux de paiement électroniques, et dans les agences bancaires à travers le pays. Sa vision est de fournir et faciliter les

services de paiement entre les institutions financières, ainsi que promouvoir l'inclusion financière sur le marché congolais.

**L'épidémie de choléra « est en voie d'être contrôlée » dans la Haut-Katanga, selon le ministre de la Santé.** «Le gouvernement provincial a pris des mesures et apporté des réponses immédiates. Nous avons donné des intrants et d'autres sont en stocks pour riposter à toute nouvelle flambée. Nous avons payé les frais de mission et primes d'encouragement aux prestataires des centres de traitement de choléra. Ce qui nous a permis de contrôler vite l'épidémie de choléra ». Le Haut-Katanga a enregistré un cumul de 1.697 cas avec 117 décès.

**Dimanche 3 mars.**

**En Turquie, Félix Tshisekedi échange avec le groupe Albayrak qui veut assurer l'assainissement public de Kinshasa.** « Nous allons assumer la responsabilité de l'assainissement public de la ville de Kinshasa », a annoncé le président de ce groupe. « Nous avons commencé les études et les équipements, dont 70 véhicules, qui sont déjà sur place. Nous avons aussi envoyé 2 000 conteneurs de ramassage de déchets qui arrivent dans deux semaines. Dans 20 jours, nous lançons l'assainissement ». Le Groupe Albayrak a aussi présenté au Président Tshisekedi un projet de mise en place d'un système de bus électriques pour faciliter le transport entre le centre-ville et l'aéroport de N'djili. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi est en Turquie depuis le vendredi 1er mars où se déroule la 3ème édition du Forum diplomatique d'Antalya (ADF2024) organisée à l'initiative du ministère des Affaires étrangères de la République de la Turquie. Ces assises sont une plateforme d'échanges diplomatiques sur un large éventail de sujets transversaux avec des enjeux mondiaux, économiques, technologiques, culturels, ...

**Constant Mutamba recommande des poursuites judiciaires contre les Congolais qui prennent des armes pour accéder au pouvoir.** Le président du regroupement politique Dynamique progressiste de l'opposition républicaine (DYPRO), a recommandé à la justice, en ce qui concerne la guerre dans l'Est de la RDC, d'engager des actions contre les Congolais qui prennent des armes pour accéder au pouvoir. Il a aussi proposé des poursuites judiciaires contre le président rwandais, Paul Kagame, pour agression de la RDC. Parce que le Statut de Rome fait partie intégrante de l'arsenal juridique de la RDC, a-t-il expliqué, « il est également possible pour que notre Etat saisisse directement la CPI contre Paul Kagame et vous en verrez les conséquences. L'Etat congolais devrait rapidement saisir la Cour internationale de justice. Il est bien possible pour un État de pouvoir se plaindre contre un autre État ».

**Kwilu : le député provincial Samuel Mbumweni demande à la milice Mobondo de cesser le feu.** Selon lui, ce conflit asphyxie la ville de Bandundu, puisqu'« il n'y a pas moyen de circuler pour aller à Kinshasa, les véhicules ou les bus n'entrent pas à Bandundu. Tout ça c'est à cause des Mobondo ». Le député provincial Mbumweni souhaite que la paix règne au Kwilu. C'est pourquoi il invite aussi toute la population locale à la cohabitation pacifique. Les "Mobondo" étaient des miliciens qui avaient combattu lors du conflit sanglant entre les communautés Teke et Yaka à Kwamouth, dans la province du Mai-Ndombe. Ils se sont ensuite retranchés à Batshongo au Kwango, où ils se sont transformés en voleurs à main armée. Le conflit s'est étendu au Kwilu et sur le plateau de Bateke à quelques encablures de Kinshasa, faisant plusieurs morts des dégâts matériels importants.

**Martin Fayulu : « Nous devons résister à la balkanisation de notre pays ».** « Depuis le 13 juin, 2022, les ennemis de la République, ont décidé de passer à la vitesse supérieure. Sachant qu'il y a plusieurs complices, tapis dans les institutions actuelles du pays, nous devons tous, filles et fils de ce pays, résister comme une seule personne, pour dire non à la balkanisation de notre pays », a martelé le leader de l'Ecide. Ceci justifie, d'après lui, le thème de ce conseil national de son parti, à savoir: « Sauvons la RDC du danger ».

**La SADC veut renforcer ses troupes dans l'est de la RDC.** Cinq chefs d'Etats-majors généraux des pays suivants se sont réunis jeudi et vendredi pour évaluer les opérations conjointes en cours dans le cadre de la mission de la SADC en RDC : Afrique du Sud, Malawi, Tanzanie, RDC et Burundi. A l'issue de deux jours de travaux, les cinq chefs militaires ont promis, entre autres, de renforcer les troupes de la mission de la SADC engagées aux cotés des troupes burundaises et des Fardc contre la rébellion du M23.

**Nord-Kivu : le gouverneur annonce l'allègement des frais de participation à l'examen d'Etat.** « De 130 000 FC à 100 000, est un ouf de soulagement pour cette population qui vit une situation de guerre. J'estime qu'avec cet allègement, l'autorité provinciale est en train de comprendre la souffrance de la population. Pour nous, en tant que parents, nous disons merci à l'autorité provinciale. Et à tous les parents de s'apprêter pour que les enfants puissent passer l'examen d'Etat dans de bonnes conditions... ». Le gouverneur annonce que les discussions vont continuer avec l'EPST à Kinshasa pour trouver une exonération des frais pour des élèves finalistes déplacés de guerre.

**Mahagi : la vie reprend au centre de négoce d'Amée.** Ecoles, marchés et d'autres activités fonctionnent à nouveau. Cette accalmie a permis à des milliers des familles, qui avaient fui l'insécurité depuis 2021, de regagner leurs milieux pour mener une vie normale. Il y a quelques mois, ce centre de négoce était une cité fantôme à la suite des attaques à répétition de la milice Codeco. La présence renforcée de l'armée et de la police rassure la population. Cependant, elle souhaite que cette accalmie soit pérennisée pour permettre le retour définitif d'une paix durable.

**Ituri : au moins 3 morts lors des affrontements entre la Codeco et les Fardc à Djugu.** Un militaire Fardc a été tué et deux miliciens abattus lors d'un accrochage le 1<sup>er</sup> mars entre des miliciens Codeco et l'armée à Dzuda dans le territoire de Djugu (Ituri). Ces assaillants étaient venus attaquer le marché de Dzuda situé à 24 km de Djugu-Centre. Des casques bleus, déployés dans la zone pour y effectuer des patrouilles, ont à leur tour essuyé des tirs de ces miliciens. D'autres renforts des soldats de la Monusco ont été dépêchés en vue de sécuriser les bases de la mission onusienne, où se trouvent installées des milliers des personnes déplacés.

**Kasaï-Oriental : la moitié des enfants non scolarisés en 2023 boudent les cours de rattrapage.** Seulement 50% d'enfants, sur plus de six mille ayant dépassé l'âge scolaire, poursuivent la formation dans certains centres de rattrapage scolaire de proximité de Mbuji-Mayi, Katanda, Tshilenge et Lupatapata (Kasaï-Oriental). Mais 50% d'autres, soit 3 000 autres enfants, traînent encore les pieds. Le rattrapage scolaire des enfants ayant dépassé l'âge scolaire rentre dans le cadre du projet intitulé « Intervention et Education de base implémentée au Kasaï-Oriental » pour une durée de cinq ans, financé par l'Agence belge de développement (ENABEL). Il a pour but d'améliorer l'accès, la rétention et l'achèvement d'une éducation de huit ans pour tous. Ainsi, pour les retournés sur le chemin de l'école, quelques recommandations ont été formulées, dont notamment la remise d'un petit cash aux parents pour les activités génératrices de revenu, la sensibilisation des parents à travers les médias et l'ouverture des cantines scolaires.

**Kinshasa : lancement à partir du 6 mars de la campagne de traitement de l'ulcère de Buruli (Mbasu).** « Cette 2<sup>ème</sup> phase, vise aussi à sensibiliser les patients, porteur de cette pathologie difficile qui est le Mbasu, et de sensibiliser aussi les professionnels de santé. Les résultats obtenus lors de la première phase sont encourageants et donc dans cette deuxième campagne, nous allons continuer avec des innovations, en proposant de nouvelles techniques de prise en charge, notamment la formation au greffe, pour les médecins qui suivent les patients », a expliqué le Dr Jean-Paul Lembe Lembe. La campagne se chargera aussi de sensibiliser le personnel soignant à la détection de la pathologie phare de cette maladie en encourageant les patients à se faire diagnostiquer le plus précocement possible.

**Mbandaka : tentative de lynchage d'un homme après le décès de son épouse. La foule accuse le mari d'avoir tué sa femme.** La victime aurait été battue, la veille de sa mort, par son mari. Ce dernier lui reprochait d'avoir vendu son chien qui gardait pourtant leur maison, indiquent les témoins. La belle famille et la foule en colère, indignés par cet acte, ont tenté de lyncher le mari de la défunte. La police, descendue sur le lieu, a tiré plusieurs coups de feu et des gaz lacrymogènes avant de récupérer l'homme qui était menacé. Or les premiers éléments d'enquête ont révélé que la dame, mère de 4 enfants, dont un bébé de 8 mois, a plutôt été électrocuté par la foudre.

**L'ECC recommande au Président Tshisekedi d'organiser un dialogue en vue de résoudre les questions de paix, de sécurité et de la gouvernance.** Cette recommandation est contenue dans le compte rendu des travaux de la 62<sup>ème</sup> session ordinaire du Comité exécutif national de l'Eglise du Christ au Congo. « Préoccupée par la recrudescence des cycles de violences dans les provinces de l'est, de Kwango et Mai-Ndombe, interpellée par la montée des tensions intra-communautaires dans l'espace Grand-Katanga et Grand Kasaï, notre Eglise invite le Chef de l'Etat à s'en tenir à son engagement de ne pas revenir aux erreurs du passé, lui demande d'ouvrir un dialogue national entre fils et filles du pays, en vue de reconstruire la cohésion nationale, autour des causes communes que sont la paix, la sécurité et la gouvernance de notre pays », a déclaré le rapporteur national du Synode national de l'ECC. « Nous demandons aux députés provinciaux d'élire en toute responsabilité les gouverneurs qui apporteront une nouvelle dynamique de développement dans nos provinces. Aussi, le choix des sénateurs doit tenir compte des enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'heure », a déclaré le pasteur Dominique Mukanya. L'Eglise du Christ au Congo a aussi réitéré au Chef de l'Etat « la demande de finaliser la procédure de la mise en place des mécanismes de Justice transitionnelle en vue de poursuivre les auteurs nationaux et internationaux des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ainsi que des crimes économiques commis en RDC ».

**Lundi 4 mars.**

**Kinshasa : début ce lundi des audiences sur les contentieux des législatives provinciales de décembre 2023.**

Le président de la Commission électorale nationale indépendante, avait conseillé : « La Ceni s'est efforcée de réaliser un bon travail mais les erreurs ne sont pas totalement à exclure. Les cours et tribunaux sont là pour corriger

de tels cas. Les récriminations voire les accusations sur les réseaux sociaux ou les canaux non indiqués sont tout à fait contre productives. Elles ne peuvent qu'uniquement susciter de l'émotion et créer de l'incompréhension. La voie la plus indiquée reste et demeure le recours à la justice ». C'est à ces candidats et regroupements politiques que les cours et tribunaux vont apporter des réponses relatives à leurs préoccupations. Pendant ce temps, l'assemblée provinciale de Kinshasa a validé le 26 février les mandats de 44 députés élus lors du scrutin du 20 décembre 2023.

**Butembo : les comités d'élèves sollicitent une exonération des frais d'examen d'Etat en faveur des finalistes déplacés de guerre.** « Dans notre zone, il y a plusieurs enfants orphelins et déplacés dont les parents travaillaient avant, mais n'ont plus cette possibilité de subvenir aux différents besoins à la suite de l'insécurité. Une zone où les routes sont bloquées, les parents n'ont plus accès aux zones où ils se ravitaillaient, d'autres sont déjà tués. C'est devenu compliqué. C'est ainsi que nous demandons au gouverneur de voir de quelle manière, il peut exempter au paiement des frais de participation, tous ces élèves déplacés et orphelins de guerre », a plaidé le président de la coordination des comités d'élèves de Butembo. Le gouverneur du Nord-Kivu, a annoncé que les discussions vont continuer avec l'EPST à Kinshasa pour trouver une exonération en faveur des élèves finalistes déplacés de guerre.

**Sud-Kivu : la société civile alerte sur le risque de glissement de terre à Buhozi,** dans le territoire de Kabare. « Si les autorités n'arrivent pas à prendre cette situation au sérieux, nous risquons de connaître la situation qu'on a connue à Bushushu et Nyamukubi dans le territoire de Kalehe là où il n'y avait pas de signal. Ici au moins il y a un signal d'alerte qui n'est pas à négliger », a averti le président de la société civile environnementale. Il regrette que les sites publics notamment les écoles où les fissures sont visibles continuent de fonctionner malgré le danger qui est réel. Pour lui, « tout l'écosystème est déjà en danger critique et nécessite une délocalisation immédiate et sans condition ». « Il faut que les autorités au niveau de la province prennent des mesures correctives et idéales, pour essayer de sauver cette population sinon ça sera une catastrophe humanitaire du jamais vu ».

**Nord-Kivu : reprise des combats sur plusieurs fronts à Bwito entre M23 et Fardc.** Autour de 7h30 deux bombes sont tombées sur le village Kihondo, près de la base des casques bleus de la Monusco à Nyanzale, faisant quelques blessés. Cette attaque a fait paniquer les habitants et enclenché un déplacement de la population. Les acteurs de la société civile locale estiment qu'après quelques jours d'accalmie, les rebelles auraient eu le temps suffisant pour se renforcer en hommes et en armes avant de lancer ces attaques simultanées contre l'armée congolaise sur plusieurs fronts dans la zone. En effet, selon ces sources, en plus des fronts autour de Nyanzale et axe Mabenga-Rwindi, d'autres affrontements sont aussi signalés dans les villages Mbuihi et Pilote près de la cité de Mweso.

**Nord-Kivu : la FICR appelle à une intervention humanitaire urgente et coordonnée pour les déplacés.** La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a déploré l'afflux de nouveaux déplacés autour de la ville de Goma. De nouveaux camps des déplacés se sont formés. « Il y a des enfants, des femmes, des personnes de 3<sup>ème</sup> âge qui souffrent, qui ont besoin de notre aide. Dès que vous arrivez à la porte des sites ou des camps, vous sentez qu'il y a des gens qui souffrent plus qu'il y a la misère » Des abris, à l'aide alimentaire en passant par la santé, l'eau, la protection, tout est urgent pour ces nouveaux déplacés. Les besoins sont énormes.

**Affaire Cherubin Okende : la justice décide de mettre tout le dossier à la disposition de la famille.** Dès ce lundi 4 mars, le rapport sur « le suicide » ce cadre du parti Ensemble pour la République sera accessible à tout celui qui voudrait s'imprégner des détails possibles sur sa mort, selon le parquet près le Tribunal de grande instance de la Gombe. Quant au sort de l'ex garde du corps de Cherubin Okende, toujours en détention, il sera jugé pour violation de consignes militaires. Selon les conclusions des enquêtes, celui-ci s'était suicidé en se tirant une balle dans sa tête. Cette conclusion a été rejetée par son parti politique et des organisations de défense des droits de l'homme.

**Ituri : une centaine de cas de paludisme recensés dans 17 aires de santé de Mahagi.** Ce nombre de cas de paludisme est en nette augmentation depuis le début de cette année. La maladie touche 50 % des femmes et des enfants. La plupart des cas sont enregistrés dans les milieux où il y a une grande concentration des personnes déplacées, précise-t-il. Le manque des personnels sanitaires qualifiés dans plusieurs aires de santé, reste un grand défi pour la prise en charge des malades. Docteur Daniel Upar appelle les autorités sanitaires et d'autres partenaires à continuer à appuyer la zone de santé de Mahagi qui compte un grand nombre des personnes déplacées.

**Minova : la société civile appelle à une assistance pour plus de 20 000 déplacés.** « C'est depuis le 3 février qu'il y avait vraiment les affrontements, la population a fui vers Minova. Il y avait les populations de Kiluku, Shasha, Bweremana. Il y avait la population de Kabase et de Keshena Runyana. Arrivés à Minova oui, nous sommes accueillis, on a ouvert les écoles, les églises et nous sommes aussi dans des familles d'accueil. Mais deux semaines après, il y a des églises et des écoles qui commencent à mettre dehors la population. Les déplacés commencent à

passer la nuit à l'extérieur alors que nous sommes pendant la période de pluie ». Cet acteur de la société civile demande aux autorités d'assister d'urgence les déplacés qui passent la nuit à la belle étoile.

**Kabare : 2 morts et plusieurs blessés lors des échauffourées à Birava.** Tout est parti, d'un conflit qui opposait le militaire à un conducteur de moto taxi. Le militaire réclamait au motard un versement d'argent concernant sa moto que ce dernier louait pour faire du taxi dans la zone de Birava. Après de longues discussions, d'autres motards ont afflué prenant partie pour leur collègue. Se sentant seul sous la menace de la foule, le militaire a lancé une grenade dans la foule. Un homme a été atteint et est mort. En représailles, la foule s'est jetée sur le militaire et l'a lynché à mort. L'explosion de la grenade et la rixe qui s'en est suivie ont fait également plus de trente blessés dont cinq graves.

**Nord-Kivu : plus de 9000 personnes vulnérables recrutées pour l'exécution des travaux d'assainissement à Butembo.** Ces travaux à haute intensité de main d'œuvre s'inscrivent dans le cadre du projet pour la stabilisation de l'Est de la RDC STEP, financés par la Banque mondiale.

**Les ingénieurs civils plaident pour leur implication dans le développement du pays.** Le monde a célébré ce lundi 4 mars la journée mondiale de l'ingénieur et de l'ingénierie. « On ne peut pas améliorer le transport, on ne peut pas améliorer les conditions de travail dans les industries sans la présence des ingénieurs. En RDC, l'industrie minière par exemple, est une industrie qui normalement recourt à une grande ingénierie ; là-dedans : ingénierie mécanique et électrique, il y a tout - mais également c'est cette ingénierie minière elle-même qui doit faire qu'on exploite les minerais en utilisant une énergie qui est moins polluante, en ne déstabilisant pas l'environnement ». Charles Ilunga Muamba note qu'en RDC les ingénieurs ne sont pas très impliqués alors que leur rôle est indispensable. Lors de la célébration de cette journée, l'Ordre national des ingénieurs civils organise des activités d'échanges et de réflexion.

**Kongo-Central : la police présente 10 présumés criminels à la population de Kimpese.** Ces présumés bandits, qui dérangent la quiétude de la population de cette cité ont été appréhendés lors des patrouilles mixtes Police-FARDC, pendant l'exécution de la mesure du couvre-feu, instaurée à Kimpese depuis le 30 janvier dernier.

**Tanganyika : les autorités invitent la population à contribuer financièrement pour la réhabilitation du pont Kabondo.** L'administrateur du territoire de Kongolo précise : " Après l'étude, nous sommes arrivés à conclure qu'il faudrait des cotisations volontaires pour que nous puissions répondre aussi au coût ou au budget qui a été élaboré par le technicien". Le pont Kabondo qui permet la traversée des camions chargés des marchandises en provenance de Kalemie, Bukavu ou jusqu'au centre-ville, s'est effondré il y a une semaine divisant ainsi la cité de Kongolo en deux.

**Maniema : 30 femmes formées sur la prise de parole en public.** A l'initiative de Caritas Kindu (Maniema), à travers sa commission diocésaine justice et Paix, près de 30 femmes élues et leaders ont appris le week-end dernier à s'exprimer en public. " Ce qui nous a poussé à organiser la tribune d'expression populaire, c'est pour pousser les femmes à avoir une bonne manière de s'exprimer devant les gens comme elles sont nouvellement élues. Comment est-ce qu'elles doivent tenir la parole lors de la plénière, et comment elles peuvent hiérarchiser leurs idées."

**Une marche de la LUCHA dispersée par la police à Goma.** Les organisateurs avaient pour objectif de demander au chef de l'État de se pencher en priorité sur la question socio-sécuritaire de la province du Nord-Kivu. Leur exigence était contenue dans un mémorandum que les manifestants voulaient déposer au gouvernorat de province. La police a dispersé les manifestants et procédé à l'interpellation de 8 jeunes membres du mouvement Lucha.

**Nord-Kivu : l'assemblée provinciale manque de fonds pour son fonctionnement.** En cause, l'absence de dotation des fonds de fonctionnements de la part de l'autorité provinciale. L'organe législatif de cette province a soumis depuis décembre 2023 un état de besoin au gouvernorat de province évalué à 230 mille dollars américains. Cette enveloppe doit couvrir entre autres les frais de voyage des députés, leurs émoluments et les frais de fonctionnement du parlement provincial, ont expliqué des sources proches de l'assemblée provinciale du Nord Kivu. Après des négociations, poursuivent les mêmes sources, le gouvernorat a promis d'octroyer 5% de ce budget, soit dix mille dollars USD pour la tenue de premières plénières afin de valider les mandats de nouveaux élus et installer le bureau d'âge.

**Est de la RDC : l'UE préoccupée par l'aggravation de la situation humanitaire.** Pour l'Union européenne, il est important d'obtenir une solution politique à travers un dialogue inclusif entre la RDC et le Rwanda pour s'attaquer aux causes profondes du conflit, visant à mettre en œuvre les décisions prises dans le cadre des initiatives de paix régionales. L'UE insiste aussi sur le respect de la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de tous les

pays de la région. Le haut représentant de l'UE demande à toutes les parties en conflit de protéger les civils, prévenir les violations du droit international et garantir un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin, immédiatement et sans conditions préalables.

### **Mardi 5 mars.**

**Grève à la DGCDI à la suite de non-paiement de plus de 10 mois de salaire.** Les agents de la Direction générale des corridors de développement industriel (DGCDI) ont manifesté le lundi devant leur bureau central à Kinshasa. « Nous attirons l'attention du Gouvernement pour son implication, compte tenu des difficultés que nous avons rencontrées pendant plusieurs mois. Le dossier n'a pas évolué jusque-là et nous venons solliciter l'implication du ministre de l'Industrie, du ministre de Finances ainsi que du Premier ministre pour pouvoir décanter la situation », a lancé la présidente de la délégation syndicale de cette entreprise. Au-delà du souci de rémunération, elle évoque une menace de licenciement. Elle conditionne la reprise du travail par le paiement de la totalité d'arriérés de salaire.

**Kananga: l'ambassadrice du Canada évalue les projets financés par son pays.** L'ambassadrice a indiqué : « Pour nous, l'investissement à l'étranger est très important. C'est l'un des domaines que je veux explorer le plus pendant ma mission. Ici, c'est augmenter les relations commerciales et économiques entre la RDC et le Canada. Des grands projets. Par exemple "Voix et leadership des femmes" en raison de 9 millions de dollars jusqu'en 2028. C'est pour l'autonomisation des femmes, les droits des femmes et des jeunes filles. On a de projets plus modestes aussi comme celui de réfection d'une partie de l'hôpital Saint Georges, en raison de 3 millions de dollars canadiens, ou 2, 5 millions de dollars américains pour résoudre les problèmes obstétricaux chez les femmes et les jeunes filles ».

**Kinshasa : la DYPOL lance le "politoscope", un outil de monitoring de violence verbale sur le Net.** « Le politoscope est un outil qui permet de monitorer le débat, de dénoncer les discours de violence et de haine en même temps de produire une analyse profonde de ce que font les Congolais comme débat politique. Il nous faut travailler car le Congo est grand, nous allons nous ouvrir à tous les partenariats possibles pour mutualiser et essayer de toucher le maximum des Congolais ». Pour sa part, la coordonnatrice déléguée de l'ONG OSPH, présente à cette conférence, rassure les initiateurs de ce projet du soutien de sa structure : « Il y a des violences verbales voire physiques, une plateforme pareille nous permet de mettre un peu de l'ordre dans ce sens. C'est une belle initiative qu'il ne faut pas abandonner, il faut continuer et aller un peu plus loin et vous allez constater nous, OSPH, allons appuyer ».

**Des déplacés barricadent la route Goma-Sake après le meurtre d'un de leurs.** Des images partagées à travers divers forums montrent un corps calciné gisant au sol, au milieu des curieux. Il s'agit du reste de l'un de deux bandits qui se sont introduits dans l'abri d'un couple des déplacés de Sake, dans le site CBCA de Lushagala. Après avoir abusé de sa femme, ils ont tiré sur l'homme qui a succombé sur le champ. Le coup de feu qui a alerté le site, a donné lieu à la poursuite des malfrats, dont l'un a été rattrapé et brûlé vif. Pendant ce temps, une manifestation spontanée des habitants du quartier « Lac vert » s'est organisée, et des barricades ont été placées sur la route Goma-Sake. « Nous ne voulons plus des coups de feu à temps et à contre-temps ». « Nous souffrons du jour au jour, l'Etat nous a déjà abandonnés », « Les occupants des sites de Watsha, Mugunga, Kitshanga, Shasha, ne demandent que la paix ».

**Au moins 3 morts dans un accrochage entre les Fardc et la milice Mobondo à Kwamouth.** Ces affrontements ont fait deux décès dans les rangs de miliciens Mobondo et un mort et deux blessés parmi les forces régulières. Les Mobondo ont voulu attaquer la cité de Kwamouth. Les Fardc les ont repoussés jusqu'à environ 90 km de cette cité.

**Au moins 18 civils tués dans de violents affrontements entre le M23 et les Fardc à Bwito,** dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). La situation sécuritaire est restée encore tendue ce 5 mars dans cette partie de la RDC. Une partie de Bwito est passée sous occupation du M23. Cette situation a provoqué, un mouvement de la population du village Bwalanda ; alors que Nyanzale et ses environs restent vidés de près de la majorité de leurs habitants. Pendant ce temps, ces sources indiquent que les rebelles qui occupent depuis lundi le village Kihondo, entrée sud de Nyanzale, auraient installé leur position avancée au niveau de Singa, près d'un kilomètre du centre de Nyanzale.

**Tanganyika : un mort dans un conflit coutumier à Kongolo.** Un conflit coutumier entre deux familles, qui se disputent la direction de la chefferie de Bayazi dans le territoire de Kongolo (Tanganyika), a dégénéré lundi 5 mars, faisant un mort et plusieurs personnes interpellées par la police. Des témoins sur place expliquent que tout a dégénéré lundi, lorsqu'un groupe de personnes a voulu installer par force un chef autoproclamé à la tête de la chefferie. Ces derniers ne reconnaissent pas l'autorité du chef Chenge Salumu, qui trône sur cette chefferie.

**Nord-Kivu: général-major Alengbia Nzambe, nouveau commandant de la 34<sup>e</sup> région militaire.** Il vient de la 11<sup>e</sup> région militaire, dans la province du Kongo-Central. Il dit compter sur le soutien de la population du Nord-Kivu pour mieux gérer les opérations en cours, notamment face aux rebelles du M23 et leurs alliés.

**Nouveaux affrontements entre miliciens Codeco et Zaïre à Djugu : 7 morts et 2 blessés graves.** Des combattants de la Codeco venus du secteur Walendu Tatsi, ont attaqué une position de la milice d'auto-défense Zaïre dans le village de Mbogi dans la chefferie Bahema-Nord. Les deux groupes armés se disputent le contrôle d'un nouveau gisement d'or à Café, localité proche du village de Mbogi, non loin du lac Albert, signalent des sources locales. Cet incident a provoqué le déplacement, par pirogues vers Tchomia et Muvarama, de nombreuses familles de Mbogi.

**Élection des gouverneurs : les députés provinciaux de l'Équateur invités à penser au développement.** « C'est une province extrêmement pauvre, qui connaît beaucoup de difficultés, dans la plupart des domaines, donc on aura besoin des personnes qui vont remédier à cette crise de manière continue ». La province de l'Équateur bénéficie de très peu de grands projets d'investissement, rappelle Tristan Etumba, ancien député de la province de l'Équateur.

**Maniema : les enseignants de Pangi refusent le mobile money comme moyen de paiement de leurs salaires.** Ils soutiennent que ce mode de paiement, imposé selon eux par la Caritas Kasongo, les pénalise. Chaque fin du mois, ils sont obligés de se déplacer quelques jours vers des lieux où le réseau mobile est capté pour pouvoir toucher leurs salaires auprès des tenanciers des cabines téléphoniques.

**Sud-Kivu : validation des mandats de 44 nouveaux députés provinciaux.** Cette validation a été opérée au cours de la plénière, tenue par le bureau provisoire de cet organe délibérant. Ainsi, tous les 44 élus peuvent déjà siéger, en attendant la validation prochaine de 4 chefs coutumiers déjà cooptés par la Ceni comme députés provinciaux. Le rapporteur de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu, a demandé aux membres du gouvernement central ou provincial et autres mandataires validés à ce jour d'opérer le choix afin d'éviter le cumul des fonctions.

**Beni : Justin Matete appelle à l'implication des femmes dans les instances de prise de décisions.** « Cette réalité fait que tout ce qui est dit sur le progrès de la femme se fait sans cette dernière ou elle est parfois sous-représentée. Il faut une prise de conscience et une mise en place d'un mécanisme cohérent pour le développement. Le fait que la femme ne soit pas associée aux stratégies sur son développement lui pousse à développer une attitude de déconsidération et de l'autoflagellation », a regretté Justin Matete.

**Félix Tshisekedi et Tamin Bin Hamad pour le renforcement des relations bilatérales entre la RDC et le Qatar.** A cette occasion, Félix Tshisekedi et Tamin Ben Hamad ont également passé en revue les protocoles d'accord, signés en mars 2021, entre la RDC et le Qatar. Cet accord portait sur la modernisation, le développement des infrastructures aeroportuaires, portuaires, le renforcement des capacités des experts sectoriels ainsi que la coopération aéronautique et maritime. A Doha, les discussions entre ces deux hommes d'Etat ont été élargies à leurs délégations respectives. Félix Tshisekedi effectue son deuxième voyage à Doha, après celui de mars 2021.

**Mercredi 6 mars.**

**Ituri : environ 10 000 tonnes de café sont exportées chaque année de manière frauduleuse à travers l'Ouganda.** Selon les opérateurs de ce secteur, près de ¾ de la population du territoire de ces deux territoires cultivent artisanalement du café. La production du café était porteuse des richesses dans les années 70 et 80. Mais, faute d'unité de traitement et de transformation dans la région, ce secteur ne profite plus actuellement l'économie de la RDCongo. Pacifique Keta, opérateur économique dans ce secteur, déplore aussi la multiplicité des taxes prélevées par l'État. Il explique que ces impositions poussent les cultivateurs de café à recourir au trafic clandestin pour exporter les produits bruts vers l'Ouganda voisin. En attendant l'intervention du Gouvernement, certains opérateurs se constituent en coopératives et d'autres installent des stations de traitement du café dans leurs entités. L'objectif visé est de fédérer les producteurs, promouvoir la production et organiser l'exportation du café.

**Nord-Kivu : l'insécurité constitue un obstacle à l'émergence de la femme à Beni, selon la SOFEPADI.** A deux jours de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, la présidente du conseil d'administration de l'ONG Solidarité des femmes pour la paix et le développement intégral, plaide pour la restauration de la sécurité dans la ville de Beni afin de permettre à la femme de jouer son rôle dans la survie des familles : « à cause de l'insécurité, les femmes n'arrivent pas à produire les récoltes pour vendre et avoir de l'argent. Ce sont les champs la source de l'économie dans la région de Beni. Quand on n'a plus accès à son champ, on n'a plus des ressources ». Elle demande aux autorités à travailler pour restaurer la sécurité à Beni et aux acteurs à mettre fin à ce fléau.

**Sud-Kivu : 2 écoliers emportés par les eaux de pluie à Kalehe.** Les principaux dégâts de la pluie de mardi dans le territoire de Kalehe sont enregistrés à Bunyakiri, à Hombo et Bulambika. La société civile de Kalehe avance un bilan provisoire de deux écoliers emportés par les courants d'eaux de pluie, alors qu'ils tentaient de traverser le pont qui relie le quartier Karumba dans le groupement de Lubengera à celui de Bisisi, dans le groupement voisin de Kalima. Des maisons d'habitation et des écoles sont envahies par les eaux des pluies. Environ sept ponts complètement emportés, notamment le pont de chez Kalimba, le pont Lwanguba, le pont Erunga, deux ponts Bwengeya, qui relient les villages du groupement de Lubengera en chefferie de Buloho à plusieurs autres dans le groupement de Kalima.

**Ituri : un activiste des droits de l'homme interpellé puis libéré par les Fardc.** Selon le porte-parole de l'armée en Ituri, les services de sécurité voulaient se renseigner sur ses relations avec l'ancien président de la Ceni, Corneille Nangaa, qui est considéré comme un ennemi. Puisqu'il a déclaré la guerre contre le pays. Il recommande la mise en place des mécanismes permettant de dénicher toutes les personnes qui collaborent avec les ennemis de la paix. John Kihimba était soupçonné d'être complice du mouvement Alliance du fleuve Congo AFC de Corneille Nangaa, après avoir publié sa page Facebook une photo prise à Kisangani avec l'ancien président de la Ceni, a expliqué, un activiste des droits de l'homme basé à Komanda.

**9 civils tués lors d'une attaque des ADF à Beni.** Cette attaque est intervenue la nuit alors que les habitants étaient en plein sommeil dans leurs maisons. Selon le chef du village de Mavivi-Vemba, neuf personnes, dont au moins quatre pygmées, ont été tuées pour la plupart à l'arme blanche. D'autres personnes ont été enlevées et des maisons incendiées. Cette incursion a entraîné le déplacement de la population locale vers la ville de Beni. Toutes les activités socio-économiques sont paralysées dans la région. Les écoles et les centres de santé sont fermés depuis environ deux mois après les dernières attaques survenues en janvier et février derniers dans la région.

**Tanganyika : une vingtaine de candidats sénateurs et gouverneur enregistrés par la Ceni.** Les listes des candidats sont affichées devant le bureau de la Ceni. Aucune femme candidate gouverneure n'a été enregistrée pour le moment. Mais, du côté des sénatoriales, plusieurs femmes ont déjà déposé leurs candidatures. La fin de dépôt des candidatures pour les élections des gouverneurs et sénateurs intervient le vendredi prochain.

**Kinshasa: le vice-gouverneur Mulumba démissionne.** Député provincial élu de la commune de Limete (Kinshasa), est candidat gouverneur de Kinshasa sur la liste UDPS. Il avait été élu vice-gouverneur de Kinshasa le 6 mai 2022 avec 46 voix sur les 48 votants.

**Kinshasa : des dégâts matériels dans l'incendie déclaré à l'usine PLASTICO DO SOL.** Selon des sources sur place, aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée dans le drame survenu dans cette usine de fabrication et vente des objets en plastique. Cependant, les causes de ce sinistre ne sont pas encore connues.

**Nord-Kivu : le prix du kilo de cacao est passé de 1 à 5 dollars à Ruwenzori.** Selon les experts, cette situation s'explique par la loi de l'offre et de la demande, avec certains grands pays producteurs de cacao en difficulté pour répondre aux besoins des acheteurs. Cette augmentation fait l'affaire des agriculteurs regroupés au sein de différentes associations, mais en revanche, ils occasionnent aussi l'insécurité, avec des jeunes bandits armés qui pillent leurs productions. La société civile locale demande au gouvernement de mettre en place des mécanismes de protection des agriculteurs, ainsi que de leurs champs pendant cette période de récolte de cacao.

**Guerre dans l'Est : l'ECIDE appelle le gouvernement à soutenir les Fardc.** L'Engagement citoyen pour le développement a fait cette recommandation à l'issue de son Conseil national tenu pendant cinq jours à Kinshasa. « Le conseil national demande au Gouvernement de soutenir les Fardc en leur dotant des moyens nécessaires pour les combats, en assurant une meilleure articulation de la chaîne de commandement et en améliorant leurs conditions de vie et celles de leurs familles. Il lui recommande de lancer un mandat d'arrêt international à l'endroit du leadership du M23 ». Il appelle aussi à la rupture des relations diplomatiques entre Kinshasa et Kigali et à la levée de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri.

**Tshopo : arrestation de 300 présumés assaillants du conflit Mbole-Lengola en une année.** Le ministre provincial de l'Intérieur de la Tshopo l'a dit lors de la présentation publique de deux miliciens, à Kisangani. Selon lui, le premier suspect est accusé d'avoir amputé, la semaine dernière, les deux bras d'une fillette de 7 ans. Le second est présenté comme un féticheur au service d'un groupe d'assaillants, opérationnels à la Tshopo. Il a été appréhendé avec des flèches empoisonnées dans la ville de Kisangani.

**Sud-Kivu : reprise difficile du trafic sur la RN5 dans la plaine de la Ruzizi.** Plusieurs véhicules poids-lourd restent bloqués sur les deux rives, de peur d'être coincés dans la rivière Shange dans la cité de Sange. Les automobiles de poids moyen arrivent à traverser la rivière sur un pont en bois jeté par les jeunes de la cité de Sange.

La traversée sur ce pont s'effectue moyennant un paiement allant de 1000 à 5000 FC, selon la catégorie du véhicule. Conséquence: des embouteillages dans la zone ; des commerces et des restaurants de fortune y sont également installés.

**Irumu : le manque de kits didactiques et de pupitres entrave le fonctionnement de l'Institut Nyakunde.** D'après le responsable de cet établissement scolaire, la plupart de ces kits ont été emportés lors des combats en 2021 entre Fardc et miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC). « Pendant cette occupation, même les écoles ont été pillées ; les matériels didactiques qui étaient dans les maisons des enseignants tels que ordinateurs et microscopes ont été emportés ». Environ 392 élèves dont 181 filles étudient cette année scolaire à l'Institut de Nyakunde. Cependant, certains parents de ce coin du pays dont la plupart sont des retournés n'arrivent pas non plus à envoyer leurs enfants à l'école faute de moyens financiers.

**Kalemie : plus de 70 inspecteurs de l'EPST en formation sur l'introduction de cours d'anglais au niveau primaire.** « Nous visons quelques objectifs parce que l'introduction de l'anglais à partir de petites classes et son renforcement dans le programme existant devra permettre aux élèves futures cadres d'être dans des meilleures conditions pour approfondir les connaissances scientifiques et préparer les élèves à mieux rentrer dans le profit international de la mondialisation appuyer et accélérer le développement national ». Cette formation s'inscrit dans le cadre du thème de l'année scolaire 2023-2024 : « amélioration de la qualité de l'enseignement par la bonne gouvernance et la redevabilité ».

**Jeudi 7 mars.**

**Denis Mukwege appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à suspendre le plan du retrait de la Monusco.** Denis Mukwege justifie sa demande par la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire et à l'escalade des violences armées et ses effets sur la population du Nord-Kivu. Pour lui, le retrait précipité des casques bleus et de la brigade d'intervention risque de laisser un vide sécuritaire, désastreux pour la protection des civils et la stabilité au pays. Il a plutôt invité le Conseil de sécurité à reconfigurer le mandat et la présence de la MONUSCO en RDC, afin de réunir les conditions d'un retrait responsable et durable, une fois que l'Etat se sera doté d'institutions opérationnelles, professionnelles et redevables dans le domaine de la sécurité et de la justice. Le prix Nobel de paix 2018 a également rappelé les violations massives des droits humains et du droit international humanitaire qui accompagnent cette crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. Selon lui, ces crimes doivent être punis et toutes les responsabilités, établies, pour prévenir la répétition des violations du droit international.

**Goma : 300 personnes blessées par balles et éclats de bombes en un mois (CICR).** Le directeur général du Comité international de la Croix-Rouge a condamné la non-protection « inacceptable » des civils et la prise à partie de ces derniers pendant les affrontements au Nord-Kivu. Parmi ces victimes, 40% sont des civils, a-t-il indiqué, insistant sur la nécessité de réduire les souffrances humaines. Par ailleurs, il a dit être venu à Goma pour « rappeler les règles très claires du droit international humanitaire, qui consistent à ce que les belligérants prennent toutes les précautions pour protéger les civils, fassent clairement la distinction entre les objectifs militaires et les populations civiles et aussi les infrastructures civiles et aussi observent le principe de proportionnalité, par exemple, en évitant l'usage d'armes explosives dans des zones densément peuplées... » Il s'est rendu dans le camp des déplacés de Lushaga, où 40 000 personnes sont arrivées ces dernières semaines, à la suite de récents affrontements autour de Sake. Il a dit être témoin d'une « souffrance insoutenable » et promis de porter la voix des millions des déplacés auprès des décideurs.

**Mbuji-Mayi : hausse de prix des denrées alimentaires.** Les femmes se plaignent suite à cette hausse. Les marchands, eux, évoquent notamment l'instabilité de taux de dollars et le mauvais état des routes comme causes de cette surenchère. Le sucre, la farine de blé, l'huile végétale, et bien d'autres articles ont considérablement augmenté de prix, ces dernières semaines. La hausse des produits manufacturés a entraîné celle des produits vivriers.

**Beni : les femmes déplacées lancent de petites activités économiques pour supporter leurs familles.** A un jour de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme, Radio Okapi s'intéresse à la résilience des femmes déplacées de Beni (Nord-Kivu). Ces dernières se sont lancées dans de petites activités génératrices de revenu pour subvenir aux besoins de leurs familles. Arielle Kavira est mère de cinq enfants. Il y a trois ans, elle avait fui son village à Djugu en Ituri à la suite de l'activisme des groupes armés. Aujourd'hui, avec un capital de 40 000 FC (15 USD), elle vend des légumes au marché Mayangose de Beni pour subvenir aux besoins de sa famille. Cette résilience permet à plusieurs de ces femmes déplacées d'assurer également la scolarité de leurs enfants. Marie-Jeanne Kavira, 50 ans révolus, avait fui la localité de Lwemba, il y a trois ans. Elle vend des ustensiles de cuisine au marché Kilokwa de Beni : « Grâce à ce petit commerce, je prends en charge ma famille, je scolarise mes enfants et je paye le loyer ».

**Goma : situation humanitaire et sécuritaire précaire dans le site des déplacés de Kanyarutchinya.** Cette précarité se caractérise par la vulnérabilité dans laquelle vivent ces milliers de familles des déplacés. Pas de nourriture, parfois pas d'eau et la puanteur que dégagent les installations hygiéniques pollue l'environnement du site. En dépit de l'assistance du Gouvernement et de ses partenaires, les besoins humanitaires restent énormes et requièrent une attention des autorités compétentes du pays.

**Nord-Kivu: poursuite des combats entre Fardc et M23 à Bwito.** Ce jeudi 7 mars est la quatrième journée consécutive des affrontements entre les forces armées de la RDC et les rebelles du M23 dans la chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Plusieurs sources parlent d'une avancée des rebelles qui occupent, depuis la soirée de mercredi, les agglomérations de Kikuku et Kibirizi. La situation demeure tendue dans ces localités et plusieurs autres villages environnant, qui sont vidés à près de 90 pour cent de leurs habitants. Les mêmes sources parlent d'une menace devenue de plus en plus perceptible sur la Rwindi, environ 20 km de Kibirizi, encore contrôlée par les Fardc.

**Combats Fardc-M23: des milliers de déplacés affluent vers Kanyabayonga.** Ces déplacés, en majorité des enfants et des femmes, dont certaines sont enceintes, fuient Kirima, Somikivu, Bwalanda, Kibingu et Kibirizi. Ces localités du territoire de Rutshuru sont le théâtre de violents affrontements depuis quatre jours entre les Fardc et les rebelles du M23. Certains d'entre eux parcourent plusieurs km à pied en traversant le parc national des Virunga avant d'atteindre Kanyabayonga. Sur place, ils vivent dans des conditions déplorables. Les autorités locales craignent un débordement de la situation humanitaire à Kanyabayonga, qui comptait déjà plus de dix mille ménages de déplacés.

**Trois morts lors d'une attaque de la milice Twirwaneho contre une position militaire à Uvira.** La patrouille mixte des combats de la task-force se dirigeait vers la zone de Nyawaranga pour identifier les positions avancées de Twirwaneho. Avant d'arriver au sommet, les militaires congolais et burundais avaient été repérés par les assaillants. Ces derniers ont quitté le sommet et sont venus tendre l'embuscade au pied de la montagne, en utilisant les deux rives de la rivière Kanangananga. Trois éléments des Fardc sont tombés sur le champ, un autre a été blessé. Dans les échanges des tirs qui s'en sont suivis, un commandant de bataillon de Twirwaneho a été tué et trois autres miliciens blessés. La task-force a réussi à déloger l'ennemi, avant de prendre le contrôle de toute la zone montagneuse.

**Goma : au moins 30 détenus de la prison centrale bénéficient de la libération conditionnelle.** Cette mesure est consécutive à l'arrêté de la ministre de la Justice, signé en février dernier en vue de désengorger les milieux carcéraux du pays. « Au total nous avons libéré trente détenus parmi lesquels deux femmes qui répondaient aux critères fixés par le code pénal, fixés par la loi portant principes fondamentaux relatifs au régime pénitentiaire », a expliqué le directeur de la prison. La prison centrale de Munzenze compte actuellement plus de 3000 détenus.

**Sud-Kivu : la ville de Bukavu dotée d'une Maison de la femme,** construite par la coopération internationale allemande (GIZ) sur fonds de la coopération suisse. Avec une capacité d'accueil de 300 personnes, cet auditorium, situé à Labotte dans la commune d'Ibanda, est une salle des réunions, des rencontres des femmes et associations des femmes. « C'est un lieu où les femmes vont se réunir pour discuter, échanger, partager toutes les informations sur leurs droits, sur leurs vies au quotidien ».

**Beni : le bilan de l'attaque des ADF à Vemba-Kinyamusehe passe de 9 à 11 morts.** Selon le chef de village de Mavivi-Vemba, parmi les victimes de cette incursion il y a 4 femmes pygmées. Six de ces corps sont arrivés à Mavivi mercredi après-midi, les cinq autres traînent encore sur le lieu du drame, en état de décomposition. Cette attaque est intervenue 4 jours après que les habitants de Mavivi-Ngite, au nord de Beni (Nord-Kivu) sont descendus dans la rue pour protester contre la mort d'au moins trois civils tués la veille dans une attaque attribuée aux rebelles ADF.

**Kalemie : des conseillers communaux travaillent dans des conditions difficiles.** Les membres du bureau provisoire du conseil communal de la commune de Kalemie et les autres conseillers travaillent tous dans un bureau exigu, situé dans l'enceinte de la municipalité. Sept personnes se partagent deux tables et sont obligées de se mettre face à face faute d'espace. Les conseillers communaux disent qu'ils se débrouillent pour l'achat des fournitures de bureaux. Le président du bureau provisoire du conseil communal de la commune de Kalemie, croit que les autorités au niveau national et provincial vont améliorer leurs conditions de travail.

**Vendredi 8 mars.**

**Antonio Guterres : « Des milliards de femmes et de filles font face à l'injustice et à la discrimination ».** « Des milliards de femmes et de filles sont marginalisées et font face à l'injustice et à la discrimination, tandis que l'épidémie persistante de violence à l'égard des femmes reste une honte pour l'humanité », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU. Malgré des obstacles « elles ont réalisé des progrès considérables en renversant les barrières, en déconstruisant les stéréotypes et en montrant la voie du progrès vers un monde plus juste et plus égalitaire. »

**Kindu : plaidoyer pour plus de compassion à l'égard des femmes de l'Est de la RDC.** La cheffe de division provinciale du genre du Maniema, a interpellé la conscience des autorités congolaises pour mettre fin à ces atrocités, touchant plus des femmes et des enfants : « La journée internationale de la femme de l'année 2024 est célébrée dans un contexte particulier parce que réellement nos paires sont dans les rues, violées, tuées. Elles ne sont pas seules, nous sommes avec elles, nous ne pouvons pas les oublier dans nos prières. Cette journée, c'est une journée que nous célébrons dans la tristesse parce que quand nous regardons nos conscœurs de l'Ituri, du Nord-Kivu surtout nous voyons réellement que les hommes vont préparer la guerre entre eux mais les victimes sont les femmes et leurs enfants ».

**Kinshasa : 600 emplois menacés après l'incendie de l'usine Plastico Do Sol.** Cette usine emploie plus de six cents personnes, qui risquent d'aller au chômage technique. Jeudi matin, travailleurs et responsables de l'usine se sont retrouvés sur le lieu du sinistre pour constater les dégâts causés par l'incendie. Selon les témoignages recueillis sur place, tout a commencé par une étincelle de feu qui s'est échappée lors d'un travail d'ajustage dans un entrepôt. Elle a touché des chaises plastiques puis le feu s'est rependu à la vitesse d'un éclair. Un feu qui n'a pas été maîtrisé jusqu'à ce jeudi matin malgré les efforts des sapeurs-pompiers. **Absence de dispositifs de sécurité.** Le commandant du corps des sapeurs-pompiers de la ville, estime que chaque usine devrait être équipée d'un dispositif sécuritaire adapté à ses activités et aux matières qu'elle utilise. Par conséquent, ce sont des moyens du bord, inappropriés qui ont été utilisés, au départ et le feu a pu s'étendre. Pour lui, un travail de contrôle devrait se faire sur terrain pour vérifier la conformité dans différentes usines et entreprises de la place. Ce travail pourrait aussi s'étendre aux hôtels.

**Beni : 13 premiers ex-combattants de Mumbambiro intègrent le programme de réinsertion communautaire.** Ce sont des ex-combattants de différents groupes armés actifs dans le grand Nord Kivu. Ils font partie des tout premiers à adhérer au processus de paix, concrétisé par le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et Stabilisation (PDDRC-S)/Beni et ses partenaires. Une fois réinsérés dans leurs communautés, ces ex-combattants prendront part aux différents projets de réinsertion communautaire financés par l'unité d'appui à la stabilisation de la Monusco. Pour le cas de Beni et Lubero, nous attendons plus ou moins 200 personnes. Le responsable du programme appelle la communauté à les accueillir, " pour qu'ils ne soient pas victimes de discrimination. Ils ont choisi la voie de la non-violence, en acceptant leur désarmement et démobilisation »

**Quatre présumés complices de «terroristes RDF/M23 » aux arrêts.** Le porte-parole des Fardc, a présenté à la presse, le 8 mars à Kinshasa, un groupe de quatre personnes, dont deux anciens députés provinciaux du Nord-Kivu, accusées de « complicité avec le Rwanda et les terroristes RDF/M23 », par les services des renseignements militaires.

Tous ces prévenus avaient été arrêtés à Goma et transférés manu militari à Kinshasa.

**Ituri : 1 mort et des objets de valeur emportés pendant une double attaque de la CODECO à Drodro et Largu.** Selon des sources locales, il s'agirait d'une vengeance après le meurtre d'un jeune homme par des éléments du groupe d'auto-défense Zaïre, il y a trois jours, à Largu. Un groupe d'assaillants de la CODECO venus de Masumbuko, Saliboko, Budo dans le secteur de Walendu Tati et d'autres en provenance de Gokpa, Ndjaudha Pitso dans le secteur de Djatsi, se sont introduits dans ces entités avec pour objectif, d'après diverses sources, de saccager l'hôpital général de Drodro et piller plusieurs commerces. Une femme qui se trouvait dans son lit de malade a été touchée par balle et est morte quelques minutes plus tard. Ces éléments de la Codeco ont emporté des produits pharmaceutiques et d'autres matériels de l'hôpital, avant de s'en prendre aux maisons de commerce qu'ils ont dévalisées. L'intervention des Fardc et des casques bleus de la Monusco a permis de limiter les dégâts humains et matériels de ces affrontements.

**Accord de coopération militaire RDC-Russie : Kinshasa apporte le démenti.** Cette allégation est vite démentie par la partie congolaise. Dans une déclaration rendue publique jeudi, le ministère de la Communication et des Médias souligne que l'accord de coopération dont il s'agit est une démarche initiée par les deux parties mais qui remonte à 1999. Depuis, ce processus a pris énormément de temps. Et c'est à peine, donc 25 ans plus tard, que le gouvernement russe donne son approbation pour examiner le contenu de ce texte. Et cela ouvre des voies à des discussions qui pourraient conduire à la signature éventuelle d'un tel accord, affirme le ministère de la

Communication, avant de conclure qu'il n'y a aucune discussion bilatérale entre les deux parties pour sa mise en œuvre effective.

**Kasaï-Central : arrêt des travaux de réhabilitation de la route Kananga-Kalamba-Mbuji (Gouverneur).**

L'autorité provinciale a fait savoir que les travaux exécutés par l'entreprise TOHA, qui est en sa première phase avec l'ouverture de la piste, connaissent des perturbations à la suite des pluies qui détruisent la voie. Un autre problème, qui ne favorise pas la poursuite des travaux, c'est celui lié au financement que l'entreprise TOHA attend du Gouvernement. Les travaux de réhabilitation de la route Kananga-Kalamba-Mbuji ont été lancés en 2022 par le chef de l'Etat. Longue de plus de 200 Km, cette voie qui relie la RDC à l'Angola, pourra désenclaver le Kasaï-Central, et favoriser les échanges commerciaux. Elle ouvrira la voie vers l'Océan Atlantique à partir du port angolais de Lobito.

**Nord-Kivu : les Fardc et le M23 s'affrontent autour de Mweso.** Vers 9 h, les rebelles du M23 sont parvenus à prendre le contrôle des localités de Kashuga et Misinga, environ 10 km de Mweso et avanceraient vers Kalembe, sur les limites avec le territoire de Walikale. Ces affrontements interviennent alors qu'à l'issue des attaques contre les positions des rebelles M23, jeudi, les combattants locaux avaient déjà repris le contrôle de villages Bushanga et Muongozi. Mais ils se seraient retirés quelques temps après dans la nuit à l'approche d'un renfort des rebelles.

**Masisi : le M23 occupe Kashuga et Misinga, après des combats avec les Fardc.** Selon des sources proches de l'administration coutumière à Masisi, ces rebelles, soutenus par l'armée rwandaise, ont avancé vers Kalembe, sur les limites avec le territoire de Walikale. Ils ont ensuite ciblé l'axe Mabenga-Katanda 17 km, et l'axe Kanyabayonga. Plusieurs sources soutiennent que l'avancée des rebelles dans le Nord met la pression sur les entités de la Rwindi et celle de Vitshumbi sur le lac Edouard. Un responsable du Parlement des jeunes de Rutshuru a appelé le gouvernement à prendre cette menace au sérieux. Des sources locales rapportent que des combats se sont concentrés autour de la zone de Busendo, dans le parc national des Virunga, sur la RN2 au nord-Kiwanja, en territoire de Rutshuru.

**L'ONG Synergie des Jeunes Fille plaide pour le retour de la paix en Ituri.** La présidente de l'ONG Synergie des Jeunes Filles, souligne que plusieurs femmes sont victimes de violences sexuelles de la part des groupes armés. Selon elle, ce qui se passe dans la province de l'Ituri n'est autre qu'un génocide, pareil à la province du Nord-Kivu.

**Manque de poches de sang au centre de transfusion sanguine de Butembo.** La demande de distribution est de mille poches de sang le mois ; mais selon le responsable du Centre de transfusion sanguine de Butembo (Nord-Kivu) le nombre de poches collectées n'arrive même pas à six cents poches. Ce qui cause des difficultés pour répondre au besoin en produits sanguins de dix zones de santé que couvre le centre de transfusion sanguine de Butembo. Dr Sefu Amisi a ainsi invité la population de Butembo à s'approprier les activités de don bénévole de sang.

**Nord-Kivu : des milliers de déplacés de Rutshuru passent nuit à la belle étoile à Kanyabayonga.** Selon des sources sur place, ces déplacés en majorité des femmes et enfants proviennent des localités de Nyanzale, Kirima, Kikuku, Somikivu, Bwalanda et Kibingu, dans le territoire de Rutshuru. Nombreux d'entre eux parcourent entre 45 et 75 km à pied avant d'atteindre la commune rurale de Kanyabayonga, sans nourriture, ni eau. « Les enfants ont faim, nous souffrons et demandons de l'aide », a lancé une femme déplacée. Alerté par cette situation, le bourgmestre de cette commune rurale de Kanyabayonga, reconnaît « la situation alimentaire fait grand défaut à Kwamouth. La situation devient de plus en plus difficile. Kwamouth qui auparavant alimentait Kinshasa, Bandundu ville, mais maintenant, tout ce que Kwamouth peut bénéficier, lui vient d'ailleurs ».

**Goma : formation de 62 brigadiers sur la douane et la fiscalité.** Ces brigadiers ont été outillés sur les opérations de surveillance et filature dans le cadre de lutte contre la fraude fiscale dans la ville de Goma. Ces brigadiers formés sont des aviseurs des régies financières. « C'est un nouveau service qui est en train d'être implanté. Ça commence à Goma et ça va s'étendre dans d'autre territoire notamment à Beni et Butembo ».

**Contentieux des législatives : la SYMOCEL appelle la justice à faire preuve d'objectivité et d'impartialité.**

Pour le coordonnateur de la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections, examiner les dossiers des contentieux électoraux avec les valeurs d'objectivité, justice et légalité, est sauver la démocratie congolaise en péril. A cette occasion, il a invité la Ceni à publier et transmettre à la Cour constitutionnelle la deuxième liste de personnes impliquées dans la détention illégale des dispositifs électroniques de vote (DEV). La CENI doit traduire devant les cours et tribunaux des agents impliqués dans la détention illégale des DEV et ceux qui sont à la base de la manipulation des listes de cooptation des chefs coutumiers.

**Amnesty International appelle à la libération du journaliste Stanis Bujakera.** La Directrice régional-adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est et Australe, a lancé cet appel : « La libération de Stanis Bujakera n'a que trop tardé. La prolongation de sa détention arbitraire s'apparente à un harcèlement judiciaire, destiné à envoyer un signal inquiétant aux autres journalistes et à toutes les voix libres en RDC. Cette parodie doit cesser. Les autorités de la RDC doivent libérer immédiatement Stanis Bujakera ». Elle a également encouragé le chef de l'Etat Tshisekedi à veiller à la libération de Stanis Bujakera et à la liberté des médias. En février dernier, la demande de Stanis Bujakera de liberté provisoire a été rejetée. Stanis Bujakera avait été arrêté le 8 septembre 2023.

**Kinshasa : 3 sociétés coopératives bénéficient des certificats d'enregistrement.** « C'est parmi les missions confiées au Gouvernement de nous conformer à l'acte uniforme de l'OHADA pour ce qui concerne les sociétés coopératives. Il y a des outils qui sont déjà disponibles : les registres, les certificats. Nous venons de donner à ces trois sociétés coopératives leurs certificats d'enregistrement et d'immatriculation au registre des sociétés coopératives», a expliqué le ministre d'Etat, ministre du Développement rural. La Directrice générale du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), a fait savoir que l'Etat se propose également d'organiser des paysans en coopérative. Sur le plan social, ce sont des coopératives qui intègrent des gens qui travaillent dans des mines de cobalt, des mines d'or et dans beaucoup d'autres activités en caractère social.

**Samedi 9 mars.**

**Les manifestations du 8 mars centrées sur la situation sécuritaire dans l'Est du pays.** La journée du 8 mars, consacrée à la célébration des droits des femmes a été célébrée d'une manière particulière en RDC. **Les femmes de la ville de Bandundu**, dans la province du Kwilu, ont dénoncé l'insécurité causée par les rebelles M23 et des groupes armés locaux et étrangers dans l'Est de la RDC, mais aussi la milice Mobondo dans l'espace grand Bandundu. «Toutes les femmes sont habillées en noir, signe de deuil et de compassion en faveur de nos frères et sœurs qui sont dans les provinces du Mai-Ndombe, précisément en territoire de Kwamouth, les provinces du Kwilu, Kwango, Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri, qui sont tuées et massacrés injustement », a expliqué Bernadette Kindumba, l'une des organisatrices de cette marche. **Dans la province de Tshopo**, le Collectif des femmes a dénoncé les guerres et les conflits à l'origine des déplacements massifs des populations, de l'insécurité, la famine, les épidémies, l'insécurité ainsi que les tueries dans la partie orientale de la RDC. Elles demandent aux autorités politico-administratives de « privilégier l'intérêt supérieur de la nation avant la signature de tout protocole ou rapport qui engage le pays et de tout mettre en œuvre pour apporter un appui logistique et financier adéquat aux Fardc ». **JIF à Kinshasa : les femmes prient pour la fin de la guerre dans l'Est du pays.** Le ministère du Genre, Famille et Enfant a organisé le vendredi 8 mars en la cathédrale du Centenaire à Kinshasa, la journée commémorative dédiée aux droits de la femme sous le thème : « Accroître les ressources nécessaires en faveur des femmes et des filles dans la paix pour un Congo paritaire ». L'objectif de cette manifestation était de prier pour la nation et contre la guerre injuste imposée par le Rwanda dans l'Est de la RDC. Plusieurs femmes militaires, celles de la société civile, des agences et autres Fonds des Nations unies, celles des ONG et Fonds de solidarité y ont répondu présentes. Toutes ces femmes étaient habillées en noir, symbole de deuil en RDC, en mémoire de plusieurs femmes et jeunes filles tuées dans l'Est de la RDC à cause de la guerre menée par les rebelles du M23 et autres groupes armés, soutenus par le Rwanda. Plusieurs dons ont été remis pour les personnes déplacées et autres vulnérables. Cette cérémonie a connu la présence du Représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu, Bruno Lemarquis. **Goma : en marge du 8 mars, All Stars invite les femmes à pratiquer le sport.** All stars, une structure qui fait la promotion des droits de la femme à travers les sports, a organisé un match de basketball de gala au stadium omnispports de Goma entre la sélection du Nord-Kivu et Chaux sport du Sud-Kivu. L'objectif de cette rencontre sportive était de sensibiliser les femmes à pratiquer les sports. Se mettant dans la peau des mères, avant cette rencontre, ces femmes sportives ont rendu visite aux enfants en rééducation à la prison de Munzenze. La présidente d'All star, Prudence Wagbi, veut que les femmes se sentent libres de pratiquer le sport. **Bunia : une marche organisée pour soutenir les victimes de violences des groupes armés.** C'est ainsi que la Division provinciale du bureau Genre a organisé une marche sur les différentes artères de la ville de Bunia (Ituri) en solidarité avec les femmes, principales victimes de nombreuses violations de droits des femmes commises par des groupes armés. La marche silencieuse mais parfois interrompue par quelques chants tristes, funèbres et émouvants est partie de l'enceinte de la salle des plénières de l'assemblée provinciale à 9h23. Le point de chute a été la salle polyvalente de la paroisse catholique de Nyakasanza où autorités provinciales, représentantes de diverses organisations féminines, agences de l'Onu, Monusco et autres personnalités ont dressé à tour de rôle un tableau sombre de la situation de la femme et de la jeune fille dans l'Est de la RDC et particulièrement en Ituri. Toutes souhaitent voir l'Ituri retrouver la paix pour leur permettre de mener une vie digne afin de laisser derrière elles, toutes les humiliations telles que des viols, enlèvements et tueries que certaines d'entre elles continuent de subir sans défense et en silence, dans les entités occupées par des groupes armés. **Lubumbashi : les femmes albinos en difficulté de contracter des mariages.** Elles ont exprimé leur désarroi lors de la cérémonie de la journée internationale des droits de la femme, à Lubumbashi. Elles ont également dénoncé la stigmatisation dont elles sont

victimes et continuent de croire en leur avenir. Elles ont demandé aux autres femmes atteintes d'albinisme d'être fortes et de continuer la lutte tout en gardant leur personnalité. **Au Nord-Kivu : des ONG féminines plaident pour le rétablissement de la paix.** Ces femmes du Nord-Kivu ont déploré que cette journée soit célébrée alors que des milliers de leurs semblables sont sur le chemin d'exile, en particulier en territoire de Rutshuru. Portant des calicots sur lesquels on pouvait lire, « stop à la guerre », « nous voulons rentrer chez nous », ou encore « nous voulons la paix », « pas de Nord-Kivu sans Rutshuru et Masisi », ces femmes ont exigé la restauration de la paix en province. Le thème mondial pour cette journée a été « Investir dans les femmes : Accélérer le progrès ». **A Eringeti : des femmes saluent les efforts de stabilisation des Fardc, de la Monusco et de l'UPDF.** La représentante des enseignantes d'Eringeti, a demandé à ses semblables de renforcer leur collaboration avec les services de sécurité pour le maintien de la paix. Pour les femmes d'Eringeti, le 8 mars, a été une journée célébrée en mémoire des femmes mortes lors des massacres à travers le territoire de Beni. Des femmes membres des différentes associations féminines locales se sont retrouvées avec des femmes casques bleus sud-africaines, malawites et brésiliennes. Ces dernières ont remis quelques vivres, non vivres et des enveloppes pour encourager la résilience des femmes de ce coin.

**Goma : début mardi des audiences foraines de 12 affaires devant la Haute cour militaire.** La Haute cour militaire lance, le 12 mars à Goma, des audiences en chambre foraine de 12 affaires dont les requérants, des hauts gradés de l'armée, sont allés en appel. Ces prévenus sont poursuivis pour des faits graves notamment la fuite devant l'ennemi, des violations des consignes, détournements des effets militaires et participation à un mouvement insurrectionnel. D'autres en revanche, sont condamnés pour les infractions de faux en écriture, tentative de détournements, désertion, et détournements. La Haute cour militaire reste l'unique haute chambre d'appel des juridictions militaires en RDC.

**Guerre dans le Nord-Kivu : Emmanuel Lampaert plaide pour la protection des déplacés vulnérables.** Le représentant pays de l'ONG Médecins sans frontières en RDC, à la suite de sa visite à Mwenga, Lushagala et Goma, au Nord-Kivu, déplore les conditions de vie précaires des déplacés de Goma en eau, hygiène, abris et nourritures et actions médicales et humanitaires. Il témoigne sur la présence des hommes armés près des camps de ces déplacés civils. « Il faut que les nouvelles vagues de déplacés puissent bénéficier de standard minimum en termes de réponse lors d'un déplacement interne. Mais aussi il faut la protection des civils plus vulnérables, déplacés. Il ne faut pas que les lignes de défense soient aux abords de camps, au sein des plus vulnérables. La guerre se joue désormais aux abords des camps », a décrit Emmanuel Lampaert.

**Kanyabayonga : au moins 3 000 adolescentes déplacées bénéficient des kits hygiéniques.** La chargée de communication de l'ONG Umoja in action, a indiqué que ce kit de dignité est composé de caleçon, dentifrice, brosse à dent, petit seau, serviette hygiénique réutilisable et du savon. L'ONG a en outre entamé l'évaluation du nombre d'enfants ayant arrêté leur cursus scolaire pour voir comment les référencer dans les nouvelles écoles.

**Beni : 29 militaires des FARDC formés sur le combat de jungle.** Assurée par le contingent brésilien de la Monusco, cette formation a porté essentiellement sur les techniques, les tactiques et les procédures de guerre dans la jungle. Mais pas que. Ces militaires ont été initiés aux méthodes de survie dans la jungle. Trois semaines de formation ont suffi pour que ces militaires échangent avec leurs formateurs sur l'identification et la neutralisation de l'ennemi et l'accroissement de l'efficacité des combats menés dans une jungle. « Grâce à cette formation, nous sommes capables d'identifier l'ennemi, d'anticiper les interventions et de lui faire mal dans la profondeur. Nous sommes aussi outillés pour mettre en place les dispositifs pour mieux protéger la population en éliminant les dangers qui proviennent des groupes armés évoluant dans la jungle ». Pour le chef de bureau adjoint de la Monusco/Beni, cette formation qui intervient au moment du désengagement de la Monusco, est l'un des héritages pour la restauration de la paix. Le contingent brésilien a déjà formé, depuis 2019 plus de 2000 casques bleus et Fardc au combat de jungle.

**Le gouverneur du Nord-Kivu lance les travaux de modernisation de l'aérogare de Mavivi à Beni.** Le coût de ces travaux, est estimé à près de 9 millions USD. Selon l'entreprise CAT-Projects Africa, les travaux vont porter sur la construction de l'aérogare de Mavivi, le bétonnage du parking de stationnement des avions et véhicules, la construction d'une nouvelle piste, des bretelles et du tarmac, ou encore le bétonnage de l'avenue Julien Paluku. Quant aux travaux de réhabilitation de l'axe routier Mbau-Kamango-Nobili, long de 76 km, ils seront exécutés par l'entreprise JOKAS.

**A Goma, Bénite Bashige a lancé à 19 ans son entreprise Pamba na perles.** Bénite Bashige, âgée de 21 ans, est la directrice générale de l'entreprise Pamba na perles (faire briller avec les perles), une entreprise qu'elle a modestement lancée il y a 3 ans. Elle fabrique des sacs à mains, des sous-plats, des couronnes, des pots de fleur à

base des perles. Bénite Bashige a débuté sa structure avec un capital de 6 dollars au départ. Capital qui a par la suite évolué. Elle a engagé quatre jeunes qui travaillent avec elle afin de répondre à la demande des clients.

**Kinshasa : début de la campagne de traitement gratuit de « mbasu ».** « L'ulcère de buruli est l'un des mbasu. Le terme est important. Mbasu c'est une plaie qui ne se cicatrise pas. Mais tout n'est pas ulcère de buruli. Et malheureusement la grosse problématique que j'ai identifiée c'est celle-là. Le vrai mbasu qu'on connaît, c'est l'ulcère micro bactérienne ulcéros, de la même famille que les autres micro-bactéries que sont les micro-bactéries de la tuberculose et de la lèpre. La micro-bactérie ulcéros a la particularité de provoquer des plaies qui peuvent apparaître n'importe où avec une prédominance des membres inférieurs, un peu sur les membres supérieurs et même sur le tronc». Souvent taxée de maladie d'origine obscure, la plupart des malades, par ignorance évitent la médecine moderne. Ce qui aggrave leur situation, déplore le Dr Jean-Paul Lembe Lembe.

**Kindu : lancement des consultations gratuites pour les femmes ayant des problèmes gynécologiques.** « C'est la volonté de vouloir aider et d'offrir les soins de qualité à ces femmes parce que nous avons constaté que la plupart des femmes viennent consulter en retard pour les pathologies pour lesquelles elles pouvaient être prises en charge plus précocement sans avoir ni des complications, ni des séquelles pour la suite de leur vie. Le prix forfaitaire est 200 dollars pour les cas des interventions concernant les myome, le kyste, l'appendicite et autres pathologies et ça couvre tout ce qui est nécessaire pour la prise en charge de la personne, de son admission à sa sortie ».

**Beni : l'armée présente à la presse 32 présumés collaborateurs des ADF.** Il s'agit des personnes arrêtées à Butembo et Beni, et dont les Fardc affirment détenir des preuves de communication directe avec des responsables des ADF dont Seka Baluku et Amigo. « Nous avons démantelé deux réseaux des collaborateurs des ADF, et chaque réseau était coordonné par un fils de Butembo qui connaît mieux la région. Dans chaque incursion des ADF dans les agglomérations, il y a toujours un fils du milieu derrière. Les ADF cherchent donc à recruter dans tous les services, pour qu'à chaque fois qu'on les arrête, qu'ils puissent bénéficier des lobbyings. On n'a pas trouvé d'étrangers ici, il n'y a que des Congolais. Comment peut-on développer un pays comme ça ».

**Kinshasa : lancement de la campagne « Tous contre la corruption et pour la réduction du train de vie des institutions ».** « L'application d'une politique salariale ne peut être possible que si nous luttons contre la corruption et le détournement de fonds publics à tous les niveaux et la réduction du train de vie des institutions. Voici pourquoi, nous lançons la campagne dénommée tous contre la corruption et tous pour la réduction du train de vie des institutions. La Synergie des organisations syndicales et sociales demande au Président de la République de se référer au barème du Président Kasa-Vubu qui donnait 300 USD à l'huissier et 3000 USD au secrétaire général de la fonction publique. Avec une volonté politique avérée, c'est possible de changer la vie de ses concitoyens », a fait savoir Jean-Bosco Punia. Il a également souhaité que la structuration des rémunérations doit être transparente, cohérente et équitable.

**Est de la RDC : MSF appelle les belligérants à protéger la population et les missions médicales.** La responsable de programme à MSF RDC, a fait cette recommandation au lendemain de la double attaque de la Codeco à l'Hôpital général de Drodoro, territoire de Djugu (Ituri). MSF RDC dont ses équipes travaillent au sein de cette structure médicale parle d'une patiente tuée dans son lit d'hospitalisation et des matériels médicaux emportés par ces miliciens.

**Mbanza-Ngungu : un homme en tenue de la police abattu lors des attaques domiciliaires.** Plusieurs sources affirment que la victime faisait partie de la bande de criminels ayant visité des maisons, au quartier Digital, à la cité de Mbanza-Ngungu, vers 2 h du matin. Chez un opérateur économique, ces malfrats armés n'ont pas pu opérer. Dans son témoignage, cet opérateur économique, dit avoir reconnu ce policier parmi les bandits, comme étant l'une des gardes de la Banque Equity-BCDC à Mbanza-Ngungu. Il a riposté à leur assaut à l'aide de son arme calibre douze. Pour l'heure, cet opérateur économique est détenu au parquet près le Tribunal de grande instance.

**Beni : au moins 50 ex-otages des ADF remis à leurs familles grâce à la Fondation BridgeWay.** Lors de la cérémonie de remise à leurs familles à la mairie de Beni, l'émotion était vive, aussi bien pour ces ex-otages que leurs parents. Le maire de Beni et le responsable de la Fondation américaine BridgeWay ont demandé aux communautés de bien accueillir leurs enfants, sans discrimination. Des kits de réinsertion familiale composés notamment de matelas et des habits ont été remis à ces ex-otages par la Fondation américaine BridgeWay. Cette organisation a récupéré ces ex-otages grâce aux campagnes de sensibilisation et des messages de réédition des hommes armés.

**Dimanche 10 mars.**

**JIF à Kinshasa : lancement de diverses activités sur l'entrepreneuriat féminin.** Un forum est prévu jusqu'au 31 mars dans la Maison de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans le cadre de la journée internationale des droits de la femme. Il consiste entre autres, à la tenue des conférences sur le numérique et d'exposition et vente des différents produits réalisés par les femmes. A l'initiative de l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais, cette mini-foire de la femme congolaise va s'étendre sur quelques marchés urbains de Kinshasa.

**Combats Fardc-M23 : des femmes de Masisi encouragent l'application de la peine de mort contre les traîtres,** au sein des Fardc, en guerre contre les rebelles du M23. La représentante des femmes de Masisi, a également exprimé le souci de ses semblables de voir le Chef de l'Etat revoir la ligne budgétaire affectée à la guerre d'agression. Ces femmes, ont par ailleurs recommandé au chef de l'Etat de réduire le train de vie des institutions de la République en faveur de la défense nationale et de rompre toutes les relations diplomatiques avec le Rwanda.

**Est de la RDC : le Conseil de paix de l'UA condamne les violations des droits de l'homme commises par le M23 et d'autres groupes armés.** « Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA exprime sa vive préoccupation face à l'aggravation de l'insécurité due aux activités du M23, des ADF, des FDLR, d'autres forces négatives et groupes armés dans l'Est de la RDC et à la situation humanitaire désastreuse qui en résulte et qui continue d'avoir un impact négatif sur la population dans les communautés affectées », rapporte le communiqué. De ce fait, le CPS invite la Commission de l'UA, les Etats membres et la communauté internationale à contribuer à la fourniture d'une aide humanitaire pour alléger les souffrances des populations touchées. Le Conseil de paix et de sécurité exige la cessation des hostilités, ainsi que la création de corridors humanitaires pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations affectées. Il réaffirme qu'il ne peut y avoir de solution militaire durable à la situation dans l'Est de la RDC et souligne l'importance des Processus de Nairobi et de Luanda, qui visent à trouver une solution diplomatique au conflit.

**Pour Christophe Lutundula, les dirigeants du Rwanda doivent cesser d'abuser de la bonne foi de la Communauté internationale** et d'exploiter la tragédie du génocide rwandais dénoncée par tous, qu'ils ont transformée en fonds de commerce politique cyniquement. Le ministre des Affaires étrangères a invité les Africains en général et la CEEAC en particulier à éviter « la langue de bois, l'équilibrisme diplomatique » au sujet de la situation dans l'Est de la RDC. La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) privilégie l'application effective du processus de Luanda pour résoudre de manière pacifique la crise dans l'Est de la RDC. Le Président Félix Tshisekedi est arrivé le 9 mars matin à Malabo (Guinée Équatoriale) pour participer à la 24<sup>ème</sup> session de la réunion des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC.

**Election des sénateurs au Tanganyika : 24 candidatures enregistrées pour 4 sièges à promouvoir.** Sur les 24 candidats sénateurs qui vont concourir, douze sont des indépendants et cinq sont des femmes. L'actuelle gouverneure du Tanganyika n'est pas candidate à sa propre succession. La Ceni fixe la date du 21 avril prochain pour l'élection des sénateurs et celle du 28 avril pour l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs de provinces.

**Tshopo : lancement de l'opération d'identification des motos et tricycles pour lutter contre l'insécurité.** L'objectif poursuivi est notamment de permettre à ce service étatique de disposer d'un fichier reprenant les détenteurs des engins dans la province et de lutter contre l'insécurité causée par certaines « inciviques ». La province de la Tshopo compte entre 40 et 50 000 motos et tricycles.

**Rutshuru : situation confuse dans la zone de Rwindi.** Alors que certaines nouvelles en provenance de la zone, affirment que les rebelles du M23 ont occupé tout l'axe Rwindi, sans bataille, d'autres indiquent plutôt que l'occupation a été juste de courte durée. Ces éléments du M23 se sont retirés, mais camperaient dans les alentours.

**Ituri : 6 personnes meurent à la suite d'une pluie diluvienne à Ngayo,** non loin d'un carré minier dans le territoire de Mambasa. Des témoins, indiquent qu'une forte pluie, accompagnée d'un vent violent, a fait tomber plusieurs arbres sur des câbles des orpailleurs. C'est qui a occasionné la mort de ces 6 personnes. Cette catastrophe arrive 2 semaines après celle de l'Institut Boga où toutes les toitures des salles de classe avaient été emportées par un vent violent.

**Lubero : la société civile de Kirumba plaide pour une assistance urgente aux déplacés de guerre,** qui affluent depuis le 9 mars matin dans cette entité. Ces ménages sont dépourvus de tout. Ils n'ont même pas des produits de première nécessité et sont maintenant cantonnés dans des églises, d'autres dans les espaces publics notamment à Kanyabayonga et d'autres sont dans des familles d'accueil à Kirumba, Kaïna. Au moins seize mille ménages de déplacés sont arrivés samedi soir à Kanyabayonga, a alerté le président de la société civile locale, précisant que ces derniers proviennent notamment de Kibirizi, Kibingu, Kirima, Kashalira, Kikuku et Nyanzale (Rutshuru).

**Haut-Katanga : l'Unesco s'engage à appuyer les autorités provinciales dans la lutte contre le choléra** notamment dans les écoles. « C'est environ cent écoles du Haut-Katanga qui vont recevoir des kits de lavage de mains dans le cadre de notre accompagnement aux efforts de la province, du PROVED du ministère provincial de l'éducation dans la lutte contre les maladies hydriques, notamment contre l'épidémie de choléra. Nous avons presque cinq cents kits qui seront remis aux différentes écoles de la province », a précisé le représentant de l'Unesco en RDC. L'accompagnement s'étend aussi à la formation et à la sensibilisation des enseignants et des chefs d'établissement sur cette épidémie. Le ministre de la santé du Haut-Katanga avait déclaré, l'épidémie de choléra sur toute l'étendue de cette province. A cette date, 160 cas avec 16 décès avaient déjà été enregistrés.

**Sud-Kivu : 45 candidats sénateurs pour 4 sièges et 26 candidats gouverneur.** La plupart de ces candidats postulent sous le label d'indépendant, même s'ils sont des figures bien connues dans les formations politiques. Dans la course au cabinet du gouverneur du Sud-Kivu, aucun consensus ne se dégage au sein de la plate-forme Union sacrée pour la nation, au pouvoir. Les tractations seraient en cours, pour trouver un compromis, pendant cette période de retrait et substitution accordée par la CENI. Cette période va jusqu'au mercredi 13 mars.

**Rome : le Pape « accueille avec affection » les manifestants contre la guerre en la RDC.** L'aumônerie catholique congolaise a organisé une messe, suivie d'une marche pour la paix, pour implorer la paix dans leur pays. Plus d'une centaine de Congolais ainsi que des ressortissants d'autres pays ont pris part à ces événements, rapporte vaticannews. Après la prière de l'Angélus de ce dimanche, le Pape François a déclaré : « J'accueille avec affection la communauté catholique de la RDC à Rome. Prions pour la paix dans ce pays, ainsi que dans l'Ukraine tourmentée et en Terre Sainte. Que cessent au plus vite les hostilités qui causent d'immenses souffrances aux populations civiles ».

**Lundi 11 mars.**

**Kongo-Central : la cité de Luozi privée d'eau potable depuis 3 mois.** Selon le président de dix secteurs du territoire de Luozi, Joseph Lusalemvo, c'est depuis mi-novembre dernier que cette boisson naturelle ne coule pas de robinets dans cette partie du pays. Cette situation expose la population à des maladies d'origine hydriques et pèse sur le portefeuille des ménages. Ceux qui disposent de moyens financiers, achètent cette denrée vitale à 500 FC un bidon de 25 litres. Les ménages modestes, eux, recourent à des puits non couverts pour s'approvisionner en eau. Contacté, le Directeur provincial de la Regideso/Kongo-Central, dit être préoccupé par cette pénurie, occasionnée par l'inondation du site de captage d'eau de Luozi. Il assure que, dans quelques jours, ce problème sera résolu.

**Début du Ramadan : l'imam cheikh Idi Saleh Manusura exhorte les musulmans à la charité.** Pour les musulmans, cette période de jeûne débute le 11 mars et va s'achever autour du 9 avril prochain par l'Aïd-el-Fitr, la fête de la rupture du jeûne. Le ramadan est le neuvième mois du calendrier islamique, un mois sacré pendant lequel les musulmans observent le jeûne (saoum) du lever au coucher du soleil afin de se purifier et se rapprocher de Dieu.

**Mbuji-Mayi : lancement d'une campagne de levée des fonds pour les femmes victimes de la guerre.** Dénommée « Femme de l'Est plus jamais seule », cette activité est l'initiative de l'Université officielle de Mbuji-Mayi (UOM). L'opération commencée le 8 mars, à l'occasion de la journée dédiée aux droits de la femme, va se poursuivre jusqu'au 23 mars courant. En plus de la levée des fonds, cette campagne consiste également à la publication sur les réseaux sociaux d'une vidéo illustrant les souffrances quotidiennes des déplacés de guerre. Au nom de leur université, ces étudiants veulent attirer l'attention de toute la population du Kasai-Oriental à travers cette vidéo et sollicitent des fonds pour assister particulièrement les femmes victimes des atrocités de la guerre dans l'Est du pays. Les deux numéros sur lesquels les bienfaiteurs peuvent transférer des fonds : 00243840160304 et 00243979003321.

**FEC : Bernadette Mpundu encourage les femmes à s'intéresser au secteur minier.** La première femme vice-présidente en charge de l'entrepreneuriat au sein de la chambre des mines de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), Bernadette Mpundu encourage ses semblables à s'intéresser au secteur des mines. Elle estime également qu'il faut mettre en place des initiatives susceptibles à pousser les femmes vers le secteur des mines.

**Kenge : des têtes d'érosions menacent d'engloutir l'hôpital général du BDOM.** D'après le médecin directeur de cet hôpital, abbé Charles Muyolo, cet établissement hospitalier, géré par l'Eglise catholique, est menacé de disparition: « Il y a une érosion qui a englouti un bâtiment sanitaire et les autres bâtiments sont en danger notamment le bâtiment de la médecine interne, et celui de la chirurgie, sans oublier le bloc administratif. Cette érosion risque d'engloutir l'unique hôpital que nous avons ici. Cet hôpital s'occupe de tous les patients venant de tous les territoires de la province du Kwango et d'ailleurs. Je lance un cri d'alarme auprès de toutes les autorités

tant nationales que provinciales et des hommes de bonne volonté, s'ils peuvent nous venir en aide pour sauver cet hôpital ».

**Kenge : le maire interdit la vente des fruits non mûrs.** Son interdiction vise à éviter certaines maladies liées à la consommation des fruits non mûrs et permettre aux services attitrés de bien faire les statistiques de production des fruits dans la zone. Le vice-président de la société civile du Kwango, soutient cette mesure du maire de Kenge. Cependant, il lui demande de promulguer ledit arrêté avant que le service de la quarantaine végétale ne sévisse.

**Haut-Katanga : 18 morts dans un accident sur la route Sakania-Kasumbalesa.** Ces victimes, membres du Mouvement social de la surveillance kimbanguiste, revenaient d'une célébration de mariage de l'un des leurs dans la commune de Mokambo. Leur bus a croisé un camion remorque en provenance de Kasumbalesa, au niveau du village Kikwata. Le chauffeur du camion remorque aurait quitté sa bande pour se retrouver sur une autre et les deux véhicules sont entrés en collision. Le bus transportant les fidèles kimbanguistes s'est retrouvé en dessous du grand camion.

**Kindu : les occupants de la concession de la RVA sommés d'y déguerpir.** Le gouvernement provincial du Maniema a sommé, dimanche 10 mars, les occupants de l'emprise de l'aéroport de Kindu de vider ce lieu et attendre un nouveau lotissement. Cette décision émane des travaux de trois jours de la commission mixte gouvernement provincial, assemblée provinciale, la RVA, titres immobiliers et société civile du Maniema. Le gouverneur intérimaire du Maniema, a autorisé à la société chinoise à poursuivre les travaux de modernisation de l'aéroport de Kindu.

**Fizi: délocalisation de 700 ménages victimes des inondations** des eaux du lac Tanganyika. Ces familles ont perdu leurs maisons lors de fortes pluies qui se sont abattues, la semaine dernière, dans cette partie du pays. Près de 200 champs de leurs cultures ont été endommagés. Les points de puisage d'eau sont inondés et infectés ».

**Kisangani : les évêques catholiques condamnent l'agression de la RDC par le Rwanda.** Selon les prélats catholiques, l'insécurité causée par ces rebelles est accompagnée de violences et pillages à grande échelle des ressources naturelles. Dans leur déclaration, ils demandent aux députés nationaux et provinciaux de "voter des lois qui favorisent l'épanouissement du peuple, contrôler et sanctionner les gouvernants pour permettre à la population de mener une vie paisible. Cessez de collaborer avec les groupes armés en leur fournissant des armes et munitions pour votre enrichissement malhonnête". Par la même occasion, les évêques ont aussi appelé les combattants des groupes armés locaux à cesser de tuer leurs frères et sœurs, et aux groupes armés étrangers, à arrêter les massacres, le pillage des minerais et ressources naturelles. "Retournez chez-vous, retirez vos mains du Congo ».

**Rutshuru: une dizaine de civils tués en 6 jours dans des opérations de ratissage du M23 à Mutanda.** Depuis l'entrée des rebelles du M23, à la Rwindi, en plein parc national des Virunga, dans la soirée de samedi, une accalmie règne dans la zone. Ces rebelles n'ont pas encore avancé vers d'autres localité plus vers le Sud de Lubero. Cependant, malgré le fait que Vitshumbi, à dizaine de kilomètres de la Rwindi, soit encore sous contrôle de l'armée congolaise, cette enclave de pêche se vide de ses habitants. Ces derniers, embarquent dans des pirogues appelées taxis, naviguent sur le lac Edouard en direction de Kyavinyonge.

**Luanda: Paul Kagame accepte de rencontrer Félix Tshisekedi.** Le ministre angolais des Affaires étrangères, l'a annoncé le 11 mars à Luanda, à l'issue d'un tête-à-tête entre le président angolais, Joao Lourenco, et celui du Rwanda.

Le lieu et la date de cette rencontre annoncée entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame, devront être déterminés par le chef d'Etat angolais, médiateur désigné par l'Union africaine dans la crise entre la RDC et le Rwanda. Elle s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts du médiateur pour ramener la paix et la réconciliation dans la région, notamment dans l'Est de la RDC.

**Mardi 12 mars.**

**Elections provinciales à Kinshasa: le verdict sur les contentieux attendu les 14 et 15 mars.** Entamés mardi 5 mars, le contentieux électoral de Matete concernait 90 dossiers pour les circonscriptions des communes du Mont-Amba et Tshangu dans une chambre unique. A la barre, se sont succédés les experts de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), candidats indépendants et des partis politiques. Ils devaient convaincre les juges sur leurs moyens développés avec procès-verbaux. La situation est presque pareille pour la cour d'appel de la Gombe, mais avec plusieurs dossiers dans les circonscriptions de Lukunga et Funa.

**Guerre au Nord-Kivu: la société civile exige une implication accrue du Gouvernement sur le terrain.**

«Dépêcher urgemment le vice-Premier ministre et ministre de la Défense nationale et le Chef d'Etat-major Général des Fardc avec pour mission de résider au Nord-Kivu jusqu'à la libération totale de toutes les agglomérations sous le dictat de l'ennemi, mais aussi réorganiser le commandement des opérations militaires et les troupes pour la reconquête rapide des entités sous l'emprise du M23/RDF », a écrit la société civile dans sa déclaration lue devant la presse par son président provincial. Cette structure citoyenne exhorte le président de la République à s'investir personnellement dans le suivi de la situation sécuritaire précaire, non seulement au Nord-Kivu, mais également dans l'ensemble de la partie Est du pays. Elle appelle la justice à sévir face aux traîtres : « Mobiliser les services des renseignements et identifier tous les officiers et agents des institutions de la République complices du M23 /RDF et les déférer devant la justice pour des sanctions pédagogiques ; interdire l'observance de tout cessez le feu et tout repli stratégique aux Fardc ».

**Matadi : un incendie détruit une quantité importante des kits électoraux de la Ceni.** Tous les matériaux électoraux utilisés lors des scrutins combinés de décembre 2023 sont partis en fumée. Le feu dont l'origine n'est pas encore connue s'est déclaré samedi dans la soirée jusqu'au dimanche matin. Le feu qui semblait être maîtrisé le samedi soir, a repris le dimanche matin, accentuant ainsi le sinistre. Cet incendie est le troisième qui survient dans des entrepôts de la Ceni en l'espace de 6 mois à travers le pays.

**Uvira : poursuite de la campagne de collecte des dons en faveur des déplacés de guerre d'agression.** Cette campagne a été lancée le 8 mars dernier à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme au stade de l'Unité d'Uvira. Après leur marche pacifique et une prière pour la paix au Nord-Kivu, elles ont collecté le 8 mars, sur place au stade de l'Unité, plus de 10 sacs de farine de maïs et de haricot, de bidon d'huile végétale, du sel et quelques habits. Jusque lundi 11 mars, ces femmes ont pu collecter 31 sacs de farine de maïs de 25 kg, 13 sacs de sel de 25kg, 19 pièces de pagne wax, 10 bidons vides, 10 bâches, 7 cartons contenant chacun 24 pièces de savons de lessive, 30 barres de savon bleu Star. Cette campagne se poursuivra jusqu'au vendredi prochain.

**Guerre dans l'Est : la Monusco appelle à la collaboration de la population pour faire face à l'ennemi.** «La solution est globale et la responsabilité est partagée et jusqu'au moment où je vous parle la Monusco joue son rôle dans le cadre de l'exécution de son rôle celui de protéger la population ». Le commandant-adjoint des forces de la Monusco. Il a également assuré que les casques bleus de la Monusco et les Fardc tiennent la localité de Rwindi.

**Nord-Kivu : les démobilisés de Mambango et Mubambiro débutent la réinsertion sociale.** Les ex-combattants cantonnés à Kyanzaba, localité située à 20 km de Beni, (Nord-Kivu), ont débuté le 11 mars, le processus de leur réinsertion sociale à travers le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS). Pour cette réinsertion, ils venus de Mambango et Mubambiro dans le territoire de Masisi et sont engagés comme ouvriers dans les travaux d'ouverture de l'axe routier Mababwanga-Mbumbi-Kabasha, long de 27 km. Ce projet financé par la Monusco à travers le Fonds de cohérence pour la stabilisation est exécuté par l'Organisation internationale pour les migrations, (OIM).

**Kisangani : les responsables des écoles kimbanguistes apprennent à améliorer la gestion de leurs établissements.** Cette formation d'environ une semaine a porté sur la gestion administrative, pédagogique et financière. Le sous coordonnateur urbain des écoles conventionnées kimbanguistes à Kisangani, explique qu'ils ont été obligés de renforcer les capacités des anciens et nouveaux chefs d'établissements pour améliorer leurs façons de dispenser les cours aux enfants.

**Nord-Kivu : plaider pour l'investissement dans la femme dès son jeune âge.** « L'État congolais doit investir dans la femme dès son âge pour se doter des femmes capables de lutter pour leurs droits et de contribuer au développement du pays », a indiqué lundi 11 mars l'ONG « One girl, one leader ». La coordonnatrice de cette structure, a rapporté que chaque fille est un leader en devenir qui doit lutter pour le respect de ses différents droits. Pour elle l'homme et la femme sont complémentaires ; respecter les droits de la femme autant que ceux de l'homme, c'est réduire les conflits et booster le développement.

**Nord-Kivu : 11 941 familles de déplacés de Ruthuru recensées à Lubero, en une semaine.** « Nous venons d'enregistrer conjointement avec les organisations locales et les notables Nyumba kumi à Mirangi 2 012 ménages de déplacés, à Birundule 3 472 ménages, à Iyobora 502 ménages, à Lusogha-bubishi 4 913 ménages, à Lusogha-buheri 1 042 ménages. Beaucoup de ces déplacées ont déjà perdu la dignité d'être appelés personnes. Sur l'axe Mirangi, Lusogha, Kanyabayonga jusqu'à Kirumba les déplacés souffrent plus que même à Goma», a rapporté la responsable de de l'ONG Groupe des volontaires pour la promotion de la paix. L'afflux de déplacés du territoire de Rutshuru vers celui de Lubero est observé depuis que les rebelles du M23 occupent Nyanzale, Kibirizi et environs.

**Nord-Kivu : la situation sécuritaire instable dans les territoires de Rutshuru et de Masisi.** Selon des sources locales, des combattants des groupes armés locaux ont stoppé le 10 mars l'avancée des rebelles du M23 sur cet axe qui mène vers Pinga dans le territoire de Walikale. De violents combats les ont opposés lundi entre 10 h et 16 h, dans les localités Kirumbu et Shange, nord-ouest de Kitshanga-Mwesso. La présence des Fardc est signalée sur le même axe non loin de la localité de Kalembe. Le M23 avait occupé cette localité de samedi à dimanche matin avant de se replier vers Kashunga le même dimanche autour de 15h. Les rebelles ont occupé sans combat Vitshumbi et sept autres localités situées dans le groupement de Mutanda, environ 80 pourcents de la population s'est déplacée vers Lubero et Ikobo dans le territoire de Walikale pour fuir les hostilités.

**La MIBA et Centre-ville group signent un contrat de partenariat de 45 millions USD.** La firme américaine Centre-ville group a signé, le week-end dernier à Kinshasa, un contrat de partenariat avec la Société minière de Bakuanga (MIBA), évalué à 45 millions USD. Ce contrat sous forme de prêt vise à financer le plan de relance minimum, tel que présenté par la MIBA pour la commercialisation du diamant. Ces fonds alloués à la Minière de Bakuanga sont remboursables sur une durée de 7 ans au taux d'intérêt annuel de 3%, rapporte la note. La Direction générale de la MIBA voit en ce contrat une opportunité que lui apporte son partenaire, de vendre son diamant, au meilleur prix, sur le marché national et international. Le bénéficiaire fera l'objet d'un partage égal entre les 2 sociétés. Cela n'est pas de l'avis de certains analystes qui restent sceptiques quant à la signature de ce contrat. Centre-Ville group, n'a pas de représentation en RDC et le lien faisant référence à cette société sur Google, n'est pas accessible.

**La société civile appelle au renforcement des opérations Fardc-UPDF entre Beni et Irumu.** La société civile d'Eringeti, territoire de Beni a appelé, les Fardc et l'UPDF à lancer des opérations de grandes envergures dans la contrée à cheval entre le Nord-Kivu et l'Ituri. Selon des sources sur place, la population du Secteur Beni-Mbau se dit asphyxiée par les attaques récurrentes des rebelles des ADF. Les mêmes sources rapportent qu'à Eringeti par exemple, les habitants n'accèdent plus facilement à leurs champs au-delà de 3 km de la RN4, craignant l'activisme des ADF. Il en est de même pour Oicha, Mayimoya, Luna et dans plusieurs localités du territoire d'Irumu en Ituri, dont Ndalya, Mambelenga, Otmaber, Idohu, où les attaques des ADF se répètent depuis quelques semaines.

**Nord-Kivu : le Gouvernement apporte une assistance en vivres à près de 20 000 déplacés de Lubero.** Selon l'administrateur du territoire de Lubero cette action est une réponse à l'afflux des déplacés en provenance des localités du territoire Rutshuru, fuyant l'avancée des rebelles du M23 « qui n'ont pas d'assistance et sont dans les familles d'accueil, certains sont dans les églises et d'autres dans des écoles ». Il rassure que des mesures sécuritaires sont prises pour protéger la population contre l'avancée des rebelles.

**Kasaï-Central : le BCECO et Moderne construction signent le contrat de modernisation de la route des chutes Mbombo.** Ce premier contrat consiste à construire la route en béton pour donner accès au site et y placer de l'éclairage public, ajoute le patron du Bureau central de coordination (BCECO) Le directeur général de l'entreprise Moderne construction a déclaré, pour sa part, que sa firme s'active davantage pour la matérialisation de la construction de ce barrage. Le micro-barrage Chutes Mbombo surnommé « Katende 2 », pourra produire 10 Mégawatts dans la première phase et alimentera la ville de Kananga en énergie électrique.

**Ituri : 15 miliciens de la Codeco devant le tribunal militaire de garnison de Bunia.** Ce procès en audiences foraines se déroule dans la cité de Tchomia. Ils sont poursuivis pour des crimes de guerre par meurtre, pillages et participation à un mouvement insurrectionnel. Parmi les prévenus, huit sont soupçonnés d'être commanditaires de l'attaque contre le village de Solaya, ayant fait plusieurs morts ; sept autres sont accusés de plusieurs cas de meurtre dans la commune rurale de Mongbwalu.

**Kwilu : réhabilitation du pont Kabangu à Bulungu.** Le pont Kabangu qui s'était écroulé en février dernier à l'entrée de la cité de Bulungu (Kwilu) est en train d'être remplacé par un nouveau. L'Office des routes qui les exécutent les travaux indique que ce nouvel ouvrage va supporter plus de poids que l'ancien. Le pont kabangu est d'une importance économique capitale car il permet l'évacuation des produits agricoles dans les grands centres de consommation comme à Kinshasa.

**Bukavu : une dizaine des maisons englouties dans la rivière Ruzizi.** La colline de Nyiratengo à Nyamagane au Rwanda s'est dégradée une fois de plus faisant des éboulements de terres qui se sont déversées dans la rivière Ruzizi au niveau de Buhozi dans le territoire de Kabare en RDC. Ruzizi a ainsi gonflé et l'eau s'est déversée dans le quartier Panzi. Plusieurs habitants du quartier Panzi, dans la commune d'Ibanda, se sont réveillés les pieds dans l'eau de la rivière Ruzizi. « C'est un phénomène bien connu parce qu'il s'agit d'un glissement de terrain qui avait été identifié depuis les années 1950, c'est l'un des glissements de terrain qui est le plus actif. Donc on est sur un énorme glissement de terrain d'environ 80 hectares vers la rivière Ruzizi », explique Jean Claude Maki, environnementaliste et chercheur au Centre de recherche en sciences naturelles de Lwiro. Cette situation risque

d'impacter négativement sur la centrale électrique de la Société industrielle de l'électricité des Grands Lacs qui dessert la RDC, le Rwanda et le Burundi.

**Goma : le gouverneur annule l'arrêté désaffectant le cimetière de l'ITIG.** Cet arrêté vient relancer la problématique de la désaffectation, de la vente des cimetières et l'opération d'exhumation des restes des corps des défunts dans le cimetière de l'ITIG. Le gouverneur de province a tranché net dans cette affaire : Dans un arrêté provincial adressé aux autorités compétentes, il a annulé l'arrêté que son prédécesseur avait signé le 15 avril 2021, désaffectant une portion du cimetière de l'ITIG. Les sources proches du cabinet du gouverneur affirment que cette décision est motivée par la nécessité de sauvegarder la paix sociale dans la ville où la situation sécuritaire reste fragile.

Cette décision de l'autorité provinciale est largement saluée par les familles des défunts concernés. D'ailleurs, ils projetaient déjà une marche de protestation pour ce jeudi pour dire non à la profanation des caveaux de leurs morts.

**La Cour constitutionnelle publie la liste définitive des députés nationaux.** La Cour constitutionnelle a rendu son verdict, ce 12 mars, sur les recours en contestation des résultats des élections des députés nationaux, tenues le 20 décembre 2023 en RDC. La Cour constitutionnelle a proclamé 46 députés définitivement élus, occasionnant le remplacement de 42 qui siègent encore sur une cinquantaine de dossiers déclarés recevables et fondés. Par ses arrêts rendus à son audience publique de ce mardi, elle a donné acte à 21 désistements et déclaré irrecevables 525 affaires, 400 dossiers recevables mais non fondés. La Cour corrige partiellement la décision de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du 13 janvier dernier. Elle clôture ainsi l'examen des contentieux des résultats en rendant un arrêt unique proclamant les députés nationaux définitivement élus.

### **Mercredi 13 mars.**

**La société civile de Kasindi appelle les Fardc à stopper l'avancée du M23 vers le grand Nord-Kivu.** « Nous sommes vraiment préoccupés et inquiets par l'avancée du M23 dans le Rutshuru. Au niveau de Kasindi, nous sommes en face de Vitshumbi, donc l'armée doit tout mettre en œuvre pour stopper cette progression », a déclaré le président de la société civile de Kasindi. Il a par ailleurs appelé la population locale, particulièrement la jeunesse, à la vigilance.

Ces rebelles ont occupé sans combat Vitshumbi, lundi dernier. Durant les deux dernières semaines, la rébellion s'est emparée de plusieurs villages et localités du territoire de Rutshuru, notamment Nyanzale, Kikuku, Mutanda Kibirizi.

**Moba : des journalistes accusés d'incitation au trouble à l'ordre public vivent en clandestinité.** Le 12 mars le président sous sectionnaire de l'Union nationale de la presse du Congo/Tanganyika, a indiqué que ces journalistes sont accusés notamment d'avoir incité la population au trouble à l'ordre public. Il ajoute qu'il est en pourparlers avec les autorités du Tanganyika pour trouver une solution à ce problème.

**Crise humanitaire en RDC : le HCR a besoin de plus de 200 millions USD pour aider les déplacés.** La représentante pays du HCR, l'a révélé le 12 mars à Kinshasa, au cours du premier briefing de cette année organisé à l'intention du corps diplomatique accrédité en RDC. L'objectif de cette rencontre était d'exposer les dernières actualités de cette agence onusienne et faire un plaidoyer pour une collaboration avancée entre toutes les parties prenantes afin de répondre aux besoins des personnes contraintes aux déplacements en RDC. La représentante pays du HCR a par ailleurs appelé à la fin des hostilités et au retour de la paix dans l'est de la RDC.

**Elections des sénateurs et gouverneurs : le Président Tshisekedi met en garde les corrupteurs et les corrompus (ministre de la Justice).** « Cela doit s'arrêter. On ne peut pas continuer à accepter une telle corruption à ciel ouvert. Il faut qu'il y ait des sanctions sévères pour celui qui sera attrapé en train de monnayer sa voix. Celui qui sera arrêté ne pourra que tirer les conséquences de son comportement », a déclaré la ministre de la Justice. Le calendrier remanié, tel que publié par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), prévoit la tenue des sénatoriales le 21 avril prochain et le vote des gouverneurs et vice-gouverneurs le 28 du même mois.

**Kinshasa : la morgue centrale va enterrer des corps non réclamés.** La direction de la morgue centrale de Kinshasa, qu'elle procédera, dans les tout prochains jours, à l'enterrement des corps des personnes indigentes, abandonnées et des mort-nés en provenance de toutes les morgues de la capitale. Elle rassure également que cet enterrement se fera dans le strict respect des morts au cimetière Fula Fula situé dans la commune de Maluku.

**Les inspecteurs et contrôleurs du travail contre le monnayage de leur prestation de serment.** Nous sommes auxiliaires de justice, on nous exige de payer un montant équivalent à 100 USD et à 60 USD dans certaines provinces». Environ deux mille inspecteurs et contrôleurs du travail ont été nommés depuis un mois au terme d'un

concours organisé en 2023, Parmi ces derniers, ceux qui peuvent payer ces frais, prêtent serment avant d'entrer en fonction et de rejoindre leurs postes d'attache. Tandis que d'autres, incapables de s'acquitter de ces frais, le qualifient d'illégal.

**Kasaï-Central : plus de 200 maisons détruites par la pluie à Tshimbulu.** Le coordonnateur de la nouvelle société civile congolaise indique qu'une pluie torrentielle, accompagnée d'une tempête, a ravagé plus de 200 maisons mais a aussi emporté plus de 8 écoles, des églises, des ménages, des plantations, des dépôts et boutiques des commerçants, des marchandises abîmées et des institutions supérieures écroulées. Il affirme qu'il faut une assistance en urgence du gouvernement central et provincial. Une intervention urgente des autorités est nécessaire surtout pour les écoles qui ont perdu des bâtiments et dont les élèves ne savent où étudier ».

**Lualaba : les militaires des Fardc sommés de quitter les sites miniers.** L'annonce de cette décision a été faite par les ministres provinciaux de l'Intérieur et des Mines aux acteurs du secteur minier artisanal parmi lesquels, les coopératives minières et les négociants. Les deux ministres accusent les acteurs du secteur minier de recourir très souvent aux militaires pour les accompagner dans les concessions privées où ils exploitent illégalement les minerais. Pour les autorités provinciales, la présence de la police des mines et celle de la territoriale suffit à sécuriser les personnes et leurs biens dans les sites d'exploitation artisanale. Elles en appellent à l'accompagnement des autorités militaires pour faire appliquer cette mesure, afin de mettre un terme à cette situation.

**Kongo-Central : dotation de 13 motos aux inspecteurs agricoles provinciaux.** Le Kongo central dispose de deux millions cinquante mille hectares de terres arables. Mais à cause de l'absence d'un programme concret de développement agricole, seuls cinq pourcents de ces terres sont exploités. « C'est dans cette optique que gouvernement central a initié ce programme avec comme stratégies : la transformation du secteur agricole, la bonne gestion des terres foncières ainsi que la transformation des produits agricoles ».

**Ituri : le gouverneur province salue la coordination FARDC-Casques bleus pour répondre aux urgences sécuritaires.** D'après le gouverneur de l'Ituri, le centre de coordination des opérations mis en place grâce à l'appui de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita, a permis de réduire sensiblement le temps de réaction et de limiter le nombre de victimes. A Drodro, explique-t-il, seule une dame âgée et ne pouvant pas se déplacer, a été tuée par les assaillants. Le gouverneur rassure par ailleurs que les autorités se mobilisent pour soutenir et relancer l'hôpital de Drodro.

**La CNDH/Kwilu dénonce les difficultés socio-économiques et sécuritaires à la suite du phénomène Mobondo.** Le phénomène Mobondo a occasionné la présence d'enfants non accompagnés qui souffrent et la crise alimentaire, mettant en difficulté les femmes dans l'espace grand Bandundu, a déclaré en marge du mois de mars dédié à la femme, la coordonnatrice provinciale de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) au Kwilu. Elle condamne ce phénomène et appelle à la responsabilité des autorités compétentes pour apporter des solutions.

**La Fondation Hirondelle sensibilise les femmes des médias sur la réduction de l'ampleur des fake news.** La Fondation Hirondelle a organisé mardi 12 mars un panel à l'intention des femmes des médias. Il s'agissait pour les panelistes, de partager les expériences autour des causes, des conséquences et des solutions pour réduire l'ampleur des fake news dans les médias congolais. L'ambassadeur de l'Union Européenne en RDC, plaide, dans cette lutte contre la fausse information et le discours de haine, l'implication de de tous car les fakenews constituent un danger permanent pour la paix et la justice dans la société.

**Haut-Katanga : 25 morts à la suite d'un accident de circulation sur la route Likasi.** L'excès de vitesse serait la principale cause de cet accident qui intervient 24 h après celui survenu sur la route Sakania-Kasumbalesa qui a fait 18 morts. Arrivé non loin de Kapolowe, et voulant éviter un camion remorque venant dans le sens opposé, le chauffeur qui roulait à vive allure a perdu le contrôle du volant et a percuté un enseignant qui venait de l'école à Bungu bungu. Le véhicule a fini sa course dans un endroit marécageux plein de roseaux. L'on a enregistré environ 26 blessés.

**Beni : la population de Ngadi dans la rue pour dénoncer la recrudescence de l'insécurité.** Une centaine de jeunes ont barricadé, tôt ce matin, la route de Mavivi qui mène vers l'aéroport de Beni ville, paralysant ainsi la circulation dans ce coin de Beni. Dans leur mouvement de protestation, ils exigent le remplacement de l'unité des Fardc déployée dans ce milieu, et qui est accusée de tracasseries et vols armés. Après trois heures de vive tension, les forces de l'ordre ont réussi à dégager les barricades et libérer ainsi le passage pour la circulation.

**Masisi : un calme précaire observé à Sake après une nuit de bombardement, des rebelles du M23 sur cette cité.** Aucune victime n'est déplorée à la suite de ces tirs de mortiers. Des notables de Sake ont également exprimé leur inquiétude à la suite de ces bombardements qui, selon eux, perturbent la navigation sur la voie qui relie la ville

de Goma à la cite de Minova (Sud-Kivu). Mardi 12 mars, trois pirogues motorisées ont essuyé des tirs à l'arme lourde et des mortiers. Ces embarcations transportaient des civils en provenance de Minova pour Goma. 90% des habitants ont quitté la cité de Sake depuis quelques semaines pour trouver refuge dans des camps autour et dans Goma.

**Sankuru : des pharmacies scellées faute de permis d'ouverture à Tshumbe.** D'après le médecin inspecteur provincial, qui a organisé la mission de contrôle de conformité, environ 80% de ces pharmacies ont fonctionné illégalement, sans autorisation. Certains tenanciers de ces pharmacies sont accusés de commercialiser des produits périmés et de mauvaise conservation de leurs médicaments. L'un de ces propriétaires a regretté que la décision de sceller leurs pharmacies soit prise avant que les autorités ne leur procurent des permis d'ouverture.

**L'avancée du M23 vers le Grand Nord-Kivu inquiète le Parlement des jeunes de Beni.** Cette structure a exprimé son inquiétude dans une déclaration. Dans ce document, le président de ce Parlement des jeunes, a recommandé au chef de l'Etat Félix Tshisekedi de tout mettre en œuvre pour récupérer toutes les entités sous occupation des rebelles. Pour lui, le chef de l'Etat devra rester au pays pour palper du doigt la situation de son Etat qui se caractérise par des urgences. Il a recommandé au gouvernement sortant d'appuyer les Fardc en rations, munitions et tactiques de guerre afin qu'elles viennent à bout de ces rebelles. « Que le Gouvernement puisse dénicher l'infiltration dans l'armée et punir les fautifs, relever les militaires qui ont vécu longtemps dans la zone », a-t- conclu.

**Bukavu : des agents et cadres du PDDRC-S formés sur les stratégies de résolution des conflits.** Le coordonnateur national du PDDRCS, Abbé Jean-Bosco Bahala a expliqué le sens de cette formation : « Tout ne s'arrête pas là où on commence la démobilisation. Ça continue dans la communauté pour que la communauté ressente les effets de la paix. Ce garçon-là va être demain cultivateur, menuisier et peut devenir commerçant. Nous allons demain rouvrir toutes ces plantations dont on ne voit pas de production. Nous allons les remettre à nos démobilisés pour qu'ils puissent travailler avec leurs communautés pour faire le développement ». Cette activité intervient en cette période du processus de désengagement progressif de la mission onusienne et dont le PDDRCS est sensé assurer le relais d'ici au 30 avril prochain. Cette formation a été facilitée par le PNUD avec l'appui du gouvernement japonais.

**Kinshasa : lancement du Centre d'appui à la technologie et l'innovation.** Selon le ministre de l'Industrie, cette structure entend promouvoir le développement socioéconomique de la RDC, en mettant un accent particulier sur la technologie, l'innovation et la propriété intellectuelle, Avec la collaboration technique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMI), CATI-RDC se propose également d'assurer la connexion des œuvres intellectuelles congolaises au niveau international. Grace au CATI-RDC, a-t-il poursuivi, le pays va faire bénéficier à tous ses inventeurs les dividendes inhérentes à leurs inventions et innovations.

**Jeuudi 14 mars.**

**Kinshasa : des agents des services d'assiette de plusieurs ministères réclament 4 mois de leurs primes de rétrocession.** « Dès qu'ils réalisent des recettes, en principe on doit rétrocéder les 10 % pour les services poseurs d'acte. Alors cela fait 4 mois que ces services d'assiette n'ont pas bénéficié de cette prime-là. En principe le ministre est censé nous recevoir surtout les syndicalistes pour trouver une issue et décanter la situation », a expliqué l'un des manifestants. Ces agents ayant manifesté sont des ministères des Mines, de l'Environnement, des PTNTIC, des Hydrocarbures, de l'Urbanisme et autres. Selon un communiqué signé par le Directeur de cabinet du ministre des Finances, ce retard de paiement est dû entre autres, à la mécanisation de la loi des finances 2024.

**Haut-Uele : 3 personnes décédées d'une maladie non encore identifiée à Nyangara.** Le coordonnateur de la nouvelle société civile, a fait savoir que cette maladie qui se manifeste par l'apparition de boutons sur le corps touche « plus de 20 cas déjà avec deux décès ». Le médecin responsable de cette zone de santé soupçonne que cette affection soit la varicelle.

**Ituri : MSF déplore l'attaque de l'hôpital général de Drodoro par des hommes armés.** Le coordonnateur du projet de Médecins sans frontières (MSF) Drodoro a rapporté, le 12 mars que du matériel médical a été pillé, d'autres saccagés, l'hôpital ne fonctionne plus. Une patiente a été tuée sur son lit d'hospitalisation et d'autres suivent désormais des soins dans une structure médicale à Roe où ils ont été délocalisés.

**Goma : le volcan Nyiragongo en jaune, l'OVG appelle à plus de vigilance.** L'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), souligne que les données instrumentales démontrent une activité plus prononcée du côté du volcan Nyamulagira. L'OVG alerte aussi sur la vigilance dans la zone de Mazuku, cette poche d'air pauvre en oxygène à la

surface de la Terre. Il peut s'avérer mortel pour la vie animale avoisinante. Il émane des fissures de la croûte terrestre causée par des tremblements de terre ou des éruptions. En effet, les concentrations élevées du niveau de CO2 dans le Mazuku persistent, « dépassant même les limites sécuritaires, ce qui demeure potentiellement mortel », indique l'OVG dans ce document. L'observatoire alerte principalement les habitants du camp de déplacés situés non loin de Mazuku, les invitant à respecter scrupuleusement les consignes émises par son équipe de sensibilisation concernant le Mazuku. Entre temps, l'observatoire assure poursuivre ses observations sur le terrain.

**Création de « Alternative 2028 », un nouveau regroupement politique**, le 13 mars, à Kinshasa. Il s'agit d'Alternative 2028, une formation politique essentiellement composée de membres des partis politiques de l'opposition. « L'inexistence d'une réelle opposition après le scrutin de 2023, les élections de l'année dernière ont mis quelques candidats présidents de l'opposition en face du candidat président Felix Tshisekedi. Ce scrutin a mis à nu l'incapacité des présidentiables de l'opposition à placer l'intérêt de la nation devant leurs intérêts égoïstes. Cette triste réalité a laissé la RDC avec une opposition déliquescence. Comme la nature a horreur du vide, ce vide doit être comblé non pas par une nouvelle offre politique, mais par une approche radicalement différente de faire l'opposition ».

**Le chef de l'UNPOL prône le dialogue entre les communautés de l'Ituri.** « La guerre et la violence qui perdurent depuis plusieurs décennies l'Ituri ne résoudront aucun problème sur les différends qui opposent les groupes armés locaux dans cette province, mais plutôt le dialogue et l'acceptation mutuelle », a déclaré le chef de la composante police de la Monusco (UNPOL), lors d'une visite à Bunia. « La sécurité n'est pas seulement les édifices, les commissariats, et les sous commissariats, mais vos efforts en tant que communautés. Ce sont vos efforts de vous accepter pour que les gens s'écoulent, se parlent en dépit des différents défis sécuritaires. La guerre, la violence ne résoudront aucun problème. C'est l'engagement, le dialogue, le consensus, qui pourront aider les populations à sortir de ce cauchemar qu'ils sont en train de vivre depuis plusieurs décennies.

**Butembo : campagne gratuite de dépistage et de prise en charge des lésions cancéreuses du col de l'utérus et du sein.** Le médecin cheffe de staff de l'ONG Femmes engagées pour la promotion de la santé Intégrale (FEPSI) affirme que, « cette campagne de cinq jours cible les femmes de 25 à 45 ans ». Elle ajoute que la plupart d'entre elles vivent sans connaître leur état de santé.

**Ituri : 17 cas de violences sexuelles basées sur le genre répertoriés en un mois à Kpandroma**, au Nord de Bunia dans le territoire de Djugu. La dégradation de la situation sécuritaire qui perdure depuis 7 ans dans le territoire de Djugu affecte sensiblement le quotidien des femmes dans la zone de Kpandroma. Certaines subissent de graves violations de leurs droits à cause des exactions des groupes armés. D'autres sont forcées de rejoindre des forces négatives où elles sont soit tuées ou violées. « On avait identifié 17 cas de viols de femmes et de filles. Toutes sont traumatisées. Ces femmes traversent des difficultés et n'ont pas de réponse. C'est parce que nous n'avons pas des mamans qui peuvent défendre les autres dans la communauté », explique la responsable du bureau Genre. La Coalition associative résolue pour la défense des droits de l'homme (COARDHO) déplore cette situation qui, selon son coordonnateur, met l'Etat congolais devant ses responsabilités. Il insiste sur l'implication des notables de cette entité ainsi que des autorités pour pousser les groupes armés à déposer les armes. « Cette situation des groupes armés a des conséquences néfastes sur les femmes et les enfants. Voilà ce qui explique le faible taux de scolarisation ».

**Kinshasa: accrochages entre militaires et policiers à Limete/Pakadjuma.** Il s'agit d'un accrochage entre des militaires des forces spéciales de l'armée basées à l'aéroport de Ndolo et des policiers communément appelés "Udjana". Les éléments des forces spéciales auraient voulu récupérer un suspect appréhendé par la police. Ce que ces policiers n'auraient pas accepté.

**Ituri : 18 combattants Mai-Mai se rendent aux FARDC à Mambasa.** Dix-huit combattants du groupe Mai-Mai Kyandenga se sont rendus mercredi 13 mars aux FARDC du régiment de Byakato dans le territoire de Mambasa, à 165 km de Bunia (Ituri). Ils disent avoir répondu à l'appel du Chef de l'Etat de quitter la brousse pour soutenir l'armée dans la traque des groupes armés étrangers comme les ADF et le M23. L'administrateur du territoire de Mambasa indique que le PDDRC-S reste la seule piste pour ces miliciens qui ont accepté de déposer les armes mais aussi pour les autres qui se trouvent encore dans la brousse.

**Kinshasa : signature d'un partenariat public-privé pour le développement durable dans le paysage de Yangambi.** L'Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques (INERA), la société STAR et le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), ont signé le 13 mars un partenariat public-privé pour le développement durable dans le paysage de Yangambi. Le directeur général du centre pour la recherche forestière internationale, explique que ce partenariat vise entre autres, le développement de l'INERA et le développement des

technologies et d'innovations. Pour lui, les activités et actions de ce partenariat vont inclure l'amélioration des filières agricoles et agroforestières déjà identifiées dans le paysage de Yangambi. Cet accord concerne également l'ensemble des partenaires techniques et financiers, le secteur privé ainsi que les PME locales opérant dans le paysage de Yangambi,

**L'ARSP suspend 9 sociétés de sous-traitance du groupe ERG pour non-respect de la réglementation.** Parmi ces entreprises, il y en a qui opèrent dans le Haut-Katanga, d'autres dans le Lualaba. « Nous venons de mettre fin à cette mafia qui a confisqué pendant une longue période la chaîne de valeur congolaise au détriment des vrais sociétés à capitaux majoritairement congolais. C'était un circuit hermétiquement fermé et aujourd'hui nous avons mis fin à ce système illicite. Désormais ces marchés reviendront aux entreprises à capitaux majoritairement congolais afin de pouvoir développer notre tissu économique », a expliqué le directeur général de l'Autorité de régulation dans la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP).

**Nord-Kivu : le gouverneur annule deux arrêtés provinciaux portant attribution de parcelles à Goma et Kamuronzza.** Cette décision du gouverneur du Nord-Kivu est contenue dans une correspondance, datée du 12 mars, en réponse à la lettre de l'ex-gouverneur Carly Nzanzu Kasivita, demandant les explications sur l'affaire de spoliation des cimetières de Gabiro, SEP-Congo et ITIG dans la ville de Goma. Il a précisé que l'arrêté du 15 avril et du 2 novembre 2021, signés respectivement par Carly Nzanzu, qui avait été déconnecté à la suite de l'instauration de l'état de siège, et par son successeur, le lieutenant-général Constant Ndima Kongba, l'ont été dans la violation de la loi régissant la désaffectation des cimetières. En l'occurrence, le délai légal n'a pas été respecté. Il ajoute que l'autorité ayant pris l'acte n'avait pas qualité.

**Tanganyika : plaidoyer pour la réhabilitation du pont Lushindoyi.** L'administrateur du territoire de Kongolo indique que ce pont qui relie la chefferie de Lubunda à celle de Bayazi permet l'acheminement des produits agricoles vers la cité de Kongolo. « Ce pont pose un sérieux problème sur la vie de la population en général et sur la vie des cultivateurs qui ont leurs champs de ce côté-là et nos aliments viennent toujours de ce côté-là ».

**Lac Kivu: les bombardements du M23 perturbent la navigation entre Minova et Goma.** Une des bombes tirées dans la soirée du 13 mars, à partir de la colline Ndumba occupée par les rebelles du M23 au nord de Bweremana, a ciblé un bateau qui quittait Goma pour Minova en navigation sur le lac Kivu, au niveau de Buzi, territoire de Kalehe au Sud-Kivu, indiquent les sources de la société civile locale. Selon ces sources, ce bateau de la compagnie Baraka avait à son bord des passagers ainsi qu'un lot des médicaments que le Gouvernement congolais déployait dans la zone de santé de Minova. Aucun dégât humain n'est signalé, mais le bateau a été endommagé, précisent ces sources. Elles ajoutent que, peu de temps avant, dans la journée de mercredi, une autre bombe larguée depuis la même colline a atteint un site des déplacés à Muchibwe, à Buzi sans faire des victimes. Alors que dans la matinée, c'est un avion de chasse de l'armée, en vol de reconnaissance, qui a essuyé plusieurs tirs dans le même secteur de Minova. Les principales agglomérations de cette partie du territoire de Masisi, qui jonchent le lac Kivu, sont vidées de leurs populations; allant de Bweremana-Shasha, jusqu'à Sake.

**Kinshasa: le Conseil d'État se penche sur le contentieux électoral ce vendredi.** Le Conseil d'État appellera à son audience publique de ce vendredi 15 mars six affaires relatives au contentieux des résultats des législatives provinciales. Après l'examen de ce contentieux en provinces, quelques requérants contestent les arrêts des cours d'appel de certaines provinces devant le Conseil d'État.

**Vendredi 15 mars.**

**Il faut 2,6 milliards USD pour couvrir les besoins humanitaires en 2024 (OCHA),** pour assister 8,7 millions de personnes les plus vulnérables en RDC. Le Représentant du bureau d'OCHA à Genève et directeur de la division de la coordination des opérations humanitaires, qui est en visite d'évaluation de la situation humanitaire dans le Nord-Kivu, a rencontré mardi et mercredi derniers à Goma les autorités provinciales, ainsi que les humanitaires et les personnes affectées par la crise. Pour ces humanitaires, actuellement presque toutes les interventions sont concentrées à Lushagala, oubliant ces nouveaux sites. Ils ont ainsi exprimé un besoin urgent d'un renforcement de la coordination santé et de l'eau, hygiène et assainissement, pour faire face aux menaces notamment de l'épidémie de choléra qui sévit, depuis quelques mois dans la région. Ce voyage du Représentant du bureau d'OCHA coïncide avec la crise actuellement exacerbée par la rébellion du M23, qui a mis plus d'un million de personnes sur le chemin de l'exil.

**30 personnes enlevées par des hommes armés à Ango.** Tous ont été conduits à une destination inconnue par les assaillants. Par ailleurs, ils ont aussi pillé trente-cinq maisons et emporté beaucoup de biens des particuliers. Le centre de santé de la place n'a pas été épargné. Tous les outils médicaux et les médicaments qui s'y trouvaient ont

été emportés. Face à cette insécurité persistante, l'administrateur du territoire d'Ango continue de plaider auprès des autorités compétentes, en faveur du renforcement des effectifs des militaires dans cette contrée.

**Contrat minier chinois : signature de l'avenant de 7 milliards USD entre la RDC et le GEC.** Le Chef de l'État Félix Tshisekedi a présidé, le 14 mars, la cérémonie de signature du contrat minier renégocié avec le Groupement des entreprises chinoises (GEC), augmentant l'investissement dans les infrastructures de 3,2 à 7 milliards USD. « Cela représente la construction de plus au moins 5000 km de routes », a précisé le ministre des Infrastructures et Travaux publics. Cet avenant consacre aussi la participation de la RDC dans le capital de Sicohydro de Busanga (60% GEC et 40% RDC). C'est la ratification du 5<sup>ème</sup> avenant au contrat minier entre la RDC et le Groupement des entreprises chinoises, initialement signé en avril 2008. Cette renégociation a été rendue possible après une révisitation, obtenue par l'Inspection générale des finances, de ce contrat minier chinois. La RDC avait négocié, en 2008, un contrat avec le GEC prévoyant l'octroi de gisements de cobalt et cuivre en échange de la construction d'infrastructures. En 2023, le Président Tshisekedi l'avait jugé défavorable aux intérêts congolais et avait demandé sa révision.

**La RDC lève le moratoire sur l'exécution de la peine de mort.** C'est depuis 2003 que la peine de mort n'était plus exécutée en RDC, quoique prononcée par les juridictions surtout militaires, à cause justement du moratoire qui vient d'être levé. Pour la ministre de la Justice, « ce moratoire était malheureusement aux yeux des infracteurs comme les « kuluna » un gage à l'impunité ». Le 5 février dernier, le Conseil supérieur de la Défense avait demandé à Félix Tshisekedi de « lever le moratoire sur la peine capitale, en ce qui concerne les questions de trahison au sein des Forces de défense et de sécurité ». **Rétablissement de la peine de mort en RDC : les rétentionnistes applaudissent, les abolitionnistes dénoncent un recul des droits de l'homme.** « C'est un recul grave des droits de l'homme, une page noire pour les défenseurs des droits de l'homme que nous sommes, en ce 21<sup>e</sup> siècle où les nations du monde sont en train d'abolir la peine de mort », soutient le président de la Chaire congolaise des droits de l'homme. Ce dernier propose aux parlementaires de voter une loi qui puisse abolir de manière définitive la peine de mort. En revanche, les rétentionnistes de la peine de mort pensent qu'on doit absolument et totalement exécuter la peine de mort qui n'était que suspendue. Pour eux, l'exécution de la peine capitale est un moyen dissuasif contre toute sorte des crimes graves.

**Pas de séance inaugurale de la session ordinaire de mars ce vendredi à l'Assemblée nationale.** Conformément à l'article 115 de la constitution, la session ordinaire de mars s'ouvre ce vendredi 15 mars à l'Assemblée nationale. Cependant, il n'y aura pas de séance inaugurale. L'Assemblée nationale va poursuivre la session extraordinaire en cours jusqu'à l'épuisement de l'ordre du jour. Du coup, la session ordinaire ne pourrait débuter qu'après.

**Beni : le parlement d'enfants interpelle les autorités sur des préservatifs usagés jetés dans la rue.** L'encadreur technique de cette structure d'enfants a alerté sur cette situation qu'il qualifie de dangereux pour la santé morale surtout des enfants. Face à ce danger qui guette les enfants de la ville de Beni, il appelle les autorités « Qu'ils recherchent à savoir d'où viennent ces préservatifs utilisés et que ces auteurs soient sanctionnés ».

**Conseil d'Etat : audience publique de contentieux électoraux des législatives provinciales ce vendredi.** Après l'examen de ce contentieux en province, quelques requérants contestent les arrêts des cours d'appel de certaines provinces devant le Conseil d'État.

**Kalemie : la prison centrale menacée par une érosion,** qui risque de l'engloutir. « C'est une menace depuis 3 semaines. Il ne reste que 10 m d'ici vers le mur de la prison centrale », indique le directeur de cette maison carcérale. « Si vous remarquez l'érosion est en train d'attaquer la fosse septique qui a été construite par la Monusco pour aider les détenus ». Il rappelle « qu'à l'intérieur de la prison il y'a des bandits à main armée. Si le mur s'écroule il y aura une évasion catastrophique et les bandits vont s'éparpiller à travers la ville et la population ne sera pas libre ».

**Beni : le bureau du genre, famille et enfants équipé d'un charroi automobile,** de la part de la Monusco. Cette dotation vise à faciliter la mobilité des femmes de Beni lors de leurs activités de sensibilisations et de promotion des droits des femmes." Pour nous, c'est un sentiment de gratitude parce que c'est un témoignage de la franche collaboration entre le gouvernement congolais et la Monusco, particulièrement mon service qui accompagne toutes les structures féminines au sein de la communauté pour la promotion et la protection des droits de la femme ".

**Rutshuru : des acteurs locaux craignent l'exploitation illicite de la mine de pyrochlore de Lueshe par le M23.** L'importante mine de pyrochlore de Lueshe, dans la chefferie de Bwito, au territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) est sous occupation des rebelles du M23 depuis près de 10 jours. Ce site attribué jadis par le gouvernement congolais à la Société minière du Kivu (Somikivu), n'est pas exploité depuis plusieurs années. Mais cette occupation par les

rebelles suscite de plus en plus d'inquiétudes de la part des acteurs locaux qui craignent une exploitation illicite de ces minerais. Cette mine est l'un de gisements de pyrochlore les plus importants au monde. Elle est le plus souvent à l'origine des conflits armés dans la région.

**Goma : 2 morts et quelques blessés dans un camp de déplacés à la suite de la pluie.** Les premières enquêtes menées par le comité local des déplacés révèlent qu'une importante partie des dons humanitaires a aussi été détruite. Il s'agit, entre autres, de quelques tonnes de farine de maïs. En plus de cela, des abris de fortune et autres biens des déplacés ont été emportés par des vents violents.

**Législatives nationales : le parti PDH rejette l'arrêt de la Cour invalidant l'élection de Tunda Kasongo.** Dans une conférence de presse tenue jeudi à Kinshasa, le secrétaire général du Parti des démocrates humanistes (PDH) a constaté que lors du prononcer de l'arrêt, Tunda Kasongo Prospère a été invalidé sous l'étiquette du regroupement politique AFDC-A dont il n'est pas membre car étant de AACRD. Il appelle de ce fait cette Haute cour à réparer cette erreur et remettre Tunda Kasongo Prospère, président national du PDH dans ses droits.

**Beni : une vingtaine de politiques et leaders communautaires informés sur l'avancement du P-DDRCS.** Cette séance d'information a été organisée par l'antenne locale du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS). Lors des échanges, il a sollicité l'implication des participants pour la pacification de la région de Beni.

**Grands lacs : l'Union européenne annonce une aide humanitaire de 70 millions d'euros.** L'EU indique que 90% de cette allocation sont destinés à soutenir les projets humanitaires en RDC, notamment dans la lutte contre les violences basées sur le genre, l'éducation dans les situations d'urgence et la réduction des risques de catastrophes. Dans ce communiqué, le commissaire de l'union européenne chargé de la gestion des crises, Janez Lenarcic, alerte aussi sur le risque de détérioration de la situation humanitaire en 2024, étant donné l'intensification du conflit et la persistance des causes profondes de la violence. Toujours selon le communiqué de l'EU, une enveloppe supplémentaire de 6 millions est également allouée à l'aide humanitaire des réfugiés installés dans les pays voisins et ceux qui sont déjà rapatriés au Burundi.

**Elections des sénateurs et gouverneur du Sud-Kivu : l'ADIB salue la mesure de Félix Tshisekedi de sanctionner les actes de corruption.** Le comité exécutif national de l'Association pour la défense des intérêts du Kivu-Bukavu (ADIB) a invité les participants à dénoncer corrupteurs et corrompus lors de ces élections, afin de permettre au Sud-Kivu de se doter d'un gouverneur réellement élu par les députés provinciaux. L'ADIB a, à cette occasion, rappelé la nécessité de mettre les députés provinciaux et les hommes politiques du Sud-Kivu devant leurs responsabilités.

**Kananga : 3 morts après éroulement d'un pylône d'une radio locale.** Ce pylône d'une radio locale était en installation ; quand une de ses parties qui était en train d'être soudée est tombée avec les personnes qui y étaient montées. Les trois corps des victimes sont pour l'instant à la morgue de l'hôpital provincial.

